

Une condition postcosmopolite ? Le progressisme économique et le retour de la guerre des grandes puissances

Traduction de : [A postcosmopolitan condition? Economic progressivism and the return of great power war](#)

De **Brian Milstein**

Résumé

En tant que projet politique émancipateur, le cosmopolitisme a toujours suscité le scepticisme. Cet article se concentre sur la ligne de critique économique-progressiste du cosmopolitisme, qui a pris de l'ampleur au cours des dernières années. Cette critique est basée sur des préoccupations réelles que la gauche économique doit privilégier et intégrer dans sa réflexion ; cependant, elle est aussi fatalement erronée. Tout projet progressiste qui prend au sérieux une autodétermination démocratique forte pour tous les peuples a besoin d'une certaine forme d'engagement en faveur d'un ordre mondial démocratiquement intégré politiquement, ce qui implique des formes plus fortes d'intégration politique supranationale, et non des formes plus faibles. Je soutiens que l'attrait de l'étatisme économique progressiste repose sur des hypothèses erronées concernant le caractère du système étatique westphalien et sa relation avec l'évolution du capitalisme mondial, qui donnent l'impression trompeuse que ce système est en quelque sorte moins favorable que la mondialisation néolibérale aux impératifs capitalistes d'extraction, d'accumulation et de croissance. Mais il existe des versions tout aussi expropriatives et violentes du capitalisme qui prospèrent dans un monde westphalien fermé. La rivalité entre grandes puissances étant à nouveau un élément structurant de l'ordre mondial, des signes de ces versions apparaissent déjà aujourd'hui.

Le cosmopolitisme a connu des temps difficiles. Autrefois cause célèbre d'une théorie politique et sociale avant-gardiste - Ulrich Beck l'appelait « la caractéristique déterminante d'une nouvelle ère » (Beck 2006: 2) - le projet cosmopolite apparaît aujourd'hui à beaucoup comme une chimère naïve bien que bien intentionnée, voire un cheval de Troie pour un néolibéralisme et un néo-impérialisme débridés. Que ce soit en politique ou dans les universités,

nombreux sont ceux qui considèrent aujourd'hui la souveraineté de l'État comme le seul mécanisme viable pour garantir la sécurité politique, sociale et économique des citoyens démocratiques.

En tant que projet politique émancipateur, le cosmopolitisme a toujours suscité le scepticisme. Pour les néoréalistes internationaux, les idées cosmopolites étaient désespérément déconnectées à la fois des réalités de la politique de puissance interétatique et des sensibilités politiques des citoyens nationaux ; les petits pays étaient aussi peu enclins à abandonner leur modeste autonomie au profit d'un ordre mondial global que les grandes puissances l'étaient à abandonner leur influence internationale au profit de contraintes juridiques transnationales¹. Les communautariens soutenaient que les exigences normatives du cosmopolitisme étaient trop abstraites et universelles ; ses engagements moraux faisaient fi de la vie éthique des cultures nationales particulières, tandis que ses attentes politiques dépendaient de formes de solidarité qui ne pouvaient exister qu'à l'intérieur d'États historiquement délimités.² Pendant ce temps, les progressistes économiques voyaient dans l'idéologie cosmopolite un moyen d'abandonner les pouvoirs réglementaires de l'État aux caprices des marchés mondiaux ; tous les moyens dont disposaient les citoyens démocratiques pour limiter le pouvoir du capital sur leurs plans de vie seraient dépolitisés et confiés à des organisations néolibérales telles que le FMI et l'OMC.³

Je m'intéresse ici à cette troisième ligne de critique, celle du progressisme économique. Je définis le terme « progressiste économique » au sens large comme incluant toute position soutenant que les forces du marché nécessitent une régulation robuste et active par des institutions démocratiques, que ce soit sous la forme d'une social-démocratie keynésienne ou d'un dépassement pur et simple du capitalisme. Mon argument est que la critique économique progressiste du projet cosmopolite est fondée sur des raisons valables que la gauche économique doit privilégier et intégrer dans sa réflexion. Dans le même temps, l'envie de revenir à l'État-nation est erronée. Tout projet économique progressiste qui prend au sérieux l'autodétermination démocratique forte de tous les peuples a besoin d'une certaine version d'un engagement en faveur d'un ordre mondial fortement et démocratiquement intégré politiquement. Nous pourrions appeler cet engagement « cosmopolitisme de gauche » ou « internationalisme fort ». L'attrait de ce que j'appellerai l'étatisme économique repose sur des hypothèses erronées concernant le caractère du système

étatique westphalien et sa relation avec l'évolution du capitalisme mondial, qui donnent l'impression trompeuse que ce système est en quelque sorte moins favorable aux impératifs capitalistes d'extraction, d'accumulation et de croissance que la mondialisation néolibérale. Mais il existe des versions tout aussi expropriatives et violentes du capitalisme qui prospèrent dans un monde westphalien fermé, et certains signes montrent que ces versions commencent déjà à faire leur apparition aujourd'hui.

Le récent déclenchement de la guerre en Europe de l'Est, en particulier, nous donne un aperçu des réalités de cette condition postcosmopolite imminente. Au-delà des débats sur la manière dont nous sommes arrivés à ce stade, nous devons également prendre du recul et examiner les ramifications d'une réalité plus large, à savoir le retour des conflits entre grandes puissances en tant qu'élément structurant de l'ordre mondial. Bien entendu, la perspective d'une nouvelle ère de rivalité impériale se profile à l'horizon depuis un certain temps. À première vue, on pourrait penser que la tendance à la démondialisation n'est qu'une raison supplémentaire de renoncer aux engagements cosmopolites et internationalistes. Mais je ne suis pas d'accord. Je considère que l'un des principaux engagements idéologiques de la gauche est de préserver et de maximiser les pouvoirs d'autodétermination démocratique libre et égale de toutes les communautés politiques face au capitalisme mondial. En tant que tels, les engagements économiques progressistes appellent à des formes plus fortes d'intégration politique supranationale, et non à des formes plus faibles.

L'étatisme économique progressiste après 2008

Le scepticisme progressiste à l'égard de la pensée cosmopolite a pris de l'ampleur avec la crise financière de 2008 et les événements politiques qui ont suivi. Pendant l'apogée cosmopolite des années 90 et du début des années 2000, les manifestants de Seattle et de Gênes étaient tout aussi susceptibles de décrire leur position comme altermondialiste qu'antimondialiste: la question n'était pas de savoir si les frontières nationales devaient être dépassées, mais comment et à quelles conditions. En 2003, lorsque George W. Bush, Tony Blair et leur « coalition de volontaires » ont fait fi du droit international pour envahir l'Irak, le cosmopolitisme s'est présenté comme une alternative sobre à l'empire américain désarticulé (voir, par exemple, Habermas et Derrida 2003). Aujourd'hui encore, des ouvrages universitaires et des articles sur le

cosmopolitisme continuent de paraître, mais le Zeitgeist a disparu, reflétant un changement général de sentiment parmi les intellectuels et les publics démocratiques.

Les années qui ont suivi 2008 ont été caractérisées par une résurgence étonnante du nationalisme d'exclusion, avec des personnalités et des partis populistes qui ont bénéficié d'une attention considérable dans la sphère publique et d'une forte augmentation du soutien électoral. L'« explosion populiste » (Judis, 2016) dans les démocraties capitalistes a été interprétée de diverses manières et ses causes continuent d'être débattues. Les explications les plus courantes font état d'une désaffection économique parmi les « perdants de la mondialisation », peut-être combinée à une réaction brutale contre l'immigration et le multiculturalisme, alimentée par un ressentiment racial persistant (Norris et Inglehart, 2019; Rodrik, 2018). Elle est également attribuée à un mécontentement croissant à l'égard des élites politiques : après des années de promesses de la part des gouvernements de centre-droit et de centre-gauche sur les avantages de la déréglementation, du libre-échange et de la privatisation, les citoyens ont perdu leurs illusions, non seulement en raison du manque de volonté politique des partis de l'establishment de donner la priorité aux besoins des citoyens concernés plutôt qu'à ceux de l'industrie financière, mais aussi en raison du manque apparent de pouvoir des gouvernements qui ont essayé de le faire (Fraser 2019; Ibsen 2019; Milstein 2021; Streeck 2017).

Ces deux récits s'inscrivent dans le cadre d'une suspicion croissante à l'égard des institutions supranationales, en particulier de l'Union européenne. Autrefois saluée comme un prototype de gouvernance cosmopolite et démocratique, la promotion par l'UE de l'ouverture des frontières et des marchés et, dans le sillage de la crise de la zone euro, l'insistance draconienne sur les politiques d'austérité l'ont facilement dépeinte comme une entrave technocratique à l'autodétermination démocratique. Ce sentiment a été clairement résumé dans le slogan pro-Brexit, « Take back control » (Morton 2023; Watt 2016). Il est intéressant de noter que Larry Bartels affirme que la soi-disant « vague » de populisme a moins à voir avec un changement radical d'opinion parmi les électeurs démocratiques qu'avec les actions stratégiques des entrepreneurs et des élites politiques (Bartels 2023). Quoi qu'il en soit, le succès apparent des acteurs populistes s'est accompagné d'une volonté des

partis politiques de tout le spectre d'adopter des positions similaires de scepticisme à l'égard de l'immigration et des organes supranationaux - ou du moins de minimiser leur soutien.

À gauche, ces développements dans le domaine politique s'accompagnent d'une autre évolution : le retour du capitalisme en tant que lieu central de conflit et de critique politiques. Depuis la fin des années 1970, ceux qui portent l'héritage de la Nouvelle Gauche se sont montrés insatisfaits de l'économisme obstiné des cadres marxistes traditionnels, se tournant plutôt vers le poststructuralisme, l'analyse du discours et les approches agonistiques, mieux à même de saisir l'oppression fondée sur des catégories non économiques telles que la race, le genre, la sexualité ou l'identité. Bien que ces écoles critiques remettent également en question les versions plus abstraites et fortement universalistes de la pensée cosmopolite, elles restent compatibles avec d'autres versions qui célèbrent la diversité, l'hybridation et les revendications politiques transnationales « d'en bas » (Ingram 2013). Du point de vue d'une critique émancipatrice fondée sur l'autonomie et la multiplicité des identités, les appels à la conscience cosmopolite pouvaient être opposés à des formes de solidarité fondées sur des conceptions oppressives de la culture, de l'ascendance ou de la tradition nationales.

La crise de 2008 a ramené le capitalisme sur le devant de la scène (Fraser 2014). Il s'agit d'une évolution positive, mais ses implications pour le cosmopolitisme sont ambivalentes. La critique cosmopolite s'attaque au pouvoir oppressif de l'État souverain westphalien en tant que garant du privilège culturel de la majorité, de l'homogénéisation des établissements d'enseignement et de l'exclusion de la citoyenneté ; mais pour les critiques du capitalisme (nonobstant les anarchistes), seul l'appareil étatique le plus robuste revendiquant une légitimité démocratique offre l'espoir de s'opposer aux forces de la marchandisation, de l'exploitation et de l'accumulation. Les premiers ciblent donc ce que les seconds jugent indispensable. Le fait que les colporteurs du néolibéralisme défendent également l'affaiblissement du pouvoir de l'État et l'ouverture des frontières - se parant souvent de la rhétorique de la libération « cosmopolite » (Sørensen 2016) - n'arrange certainement pas les choses. Alors que les menaces posées par le néolibéralisme se font plus pressantes, les objections cosmopolites au nationalisme et à l'État westphalien semblent

moins urgentes. Pour les progressistes économiques, des keynésiens aux marxistes, le cosmopolitisme devient une priorité moindre, voire une chose à laquelle il faut s'opposer catégoriquement.

C'est pourquoi un chœur de plus en plus nombreux a exhorté la gauche à dissocier ses ambitions émancipatrices du cosmopolitisme. Bill Mitchell et Thomas Fazi (2017) soutiennent que l'attrait du cosmopolitisme joue un rôle important dans la déresponsabilisation de la gauche au cours des dernières décennies. Selon eux, en embrassant le cosmopolitisme, la gauche cède au populisme réactionnaire l'outil politique clé pour combattre l'excès néolibéral - l'État westphalien - et se met involontairement dans une position où elle doit défendre le statu quo mondialisé. Mitchell et Fazi insistent sur le fait que tout programme politique de gauche doit être sans équivoque centré sur l'État : « Il n'est pas difficile de voir que si le changement progressif ne peut être mis en œuvre qu'au niveau mondial ou même européen - en d'autres termes, si l'alternative au statu quo offerte aux électeurs se situe entre le nationalisme réactionnaire et le mondialisme progressiste - alors la gauche a déjà perdu la bataille » (Mitchell et Fazi 2017: 12). J. W. Mason est tout aussi direct sur le fait que, dans le monde post-2008, une position de gauche soutenant le cosmopolitisme ou un internationalisme fort est tout sauf incohérente : « Par définition, toute lutte pour préserver la social-démocratie telle qu'elle existe aujourd'hui est une lutte pour défendre les institutions nationales » (Mason 2017: 32).

Un refrain courant est que l'idéalisme cosmopolite affiché par la gauche résultait d'un mélange de naïveté bien intentionnée et d'illusion crédule. Selon Wolfgang Streeck, l'un des grands coups idéologiques du néolibéralisme a été d'hypnotiser les progressistes en les amenant à associer la marchandisation transnationale à leurs idéaux plus larges d'émancipation : « Idéologiquement, la préemption politico-économique de l'État-nation - des institutions nationales démocratiques en faveur d'institutions supranationales technocratiques - utilise certaines connotations normatives positives de l'internationalisme, en particulier sur le site Internet de la Gauche.... Elle s'accompagne d'une dénonciation morale des frontières et du protectionnisme tout court au nom d'un cosmopolitisme mal compris, identifiant la « mondialisation “ à la libération, non seulement du capital, mais de la vie en général ” (Streeck 2016: 156). Selon Streeck, les gauchistes aux yeux brillants ont acclamé la marche de la mondialisation sur la fausse promesse qu'une « démocratie cosmopolite »

suivrait assez tôt dans l'avenir et mettrait les marchés mondiaux au pas. En vérité, les gestes pseudo-démocratiques tels qu'un « Parlement européen » directement élu n'ont jamais été que des moyens de graisser les roues de la dépolitisation, de la marchandisation et de la technocratie (Streeck 2016: 156).

Turkuler Isiksel (2020) est plus charitable et nuancé. Ne voulant pas rejeter le cosmopolitisme de gauche comme un symptôme de distraction ou de crédulité, elle reconnaît dans le cosmopolitisme une aspiration justifiée à garantir et à maximiser une « liberté égale » pour toutes les personnes partageant la terre en commun. Le problème, selon elle, est la manière dont les partisans progressistes lient cette aspiration à un sentiment généralisé d'anti-nationalisme et d'anti-étatisme, qui glisse vers des jugements selon lesquels « tout transfert de pouvoir de l'État vers les institutions internationales doit être célébré comme un pas dans une direction cosmopolite » (Isiksel 2020: 216). Pour Isiksel, ce parti pris pour le supranational n'est pas justifié dans les termes mêmes du cosmopolitisme. Outre le fait que les institutions internationales ont montré qu'elles empêchaient l'exercice de l'autodétermination démocratique en imposant des mesures d'austérité, des programmes d'ajustement structurel et des conditions onéreuses dans les traités, le niveau supranational ne possède ni la légitimité ni la capacité infrastructurelle pour reprendre les fonctions de base de l'État westphalien dans le maintien des conditions de la liberté individuelle et collective. Quoi que l'on puisse dire pour ou contre la gouvernance supranationale, seuls les États sont en mesure de garantir une liberté égale à leurs citoyens.

Selon Isiksel, un cosmopolitisme véritablement engagé en faveur d'une liberté égale pour tous les individus ne devrait pas être lié à un arrangement institutionnel particulier ou à un champ juridictionnel. Il n'y a aucune raison conceptuelle pour qu'un gouvernement local ou étatique ne puisse pas donner à ses citoyens le pouvoir d'être des égaux ontologiquement sûrs et capables de légiférer eux-mêmes, tout aussi bien (ou même mieux) qu'un gouvernement supranational. Inversement, il n'y a rien dans le déclin du pouvoir des États souverains ou dans le transfert du pouvoir à des institutions supranationales qui marque un progrès vers une « constitution cosmopolite » si de tels changements dans les relations de pouvoir n'augmentent pas de manière palpable le pouvoir d'autolégislation et l'égalité démocratique de ceux qui sont

soumis. S'il s'avère qu'un système westphalien d'États souverains déglobalisé offre la meilleure garantie d'une liberté égale pour les citoyens, il s'agit alors de l'arrangement le plus « cosmopolite » que nous puissions espérer aujourd'hui.

Mais quelle est la viabilité d'une telle position économique étatiste pour reprendre le dessus sur le capitalisme en matière d'autodétermination démocratique ? Plus précisément, est-il viable, en tant qu'aspiration normative, pour les progressistes économiques d'abandonner les idéaux cosmopolites de coordination transfrontalière, de démocratie supranationale et de citoyenneté mondiale au profit de la réalisation d'une liberté égale par le biais d'institutions nationales ? À première vue, il semble évident qu'une stratégie étatiste westphalienne serait plus simple qu'une stratégie internationale, régionale ou mondiale. Les institutions nationales sont déjà difficiles à transformer ; toute stratégie internationale, régionale ou mondiale nécessiterait la transformation des institutions nationales et supranationales.

Mais il n'est pas aussi évident qu'il y paraît que la transformation nécessaire soit réalisable au seul niveau national sans qu'elle s'accompagne d'une transformation au niveau supranational. Pour qu'une telle stratégie étatiste westphalienne fonctionne, elle doit supposer que les États possèdent les niveaux nécessaires d'autonomie d'allocation. Les États doivent pouvoir déterminer comment structurer leurs relations de production et de distribution, allouer les ressources et fixer les priorités à l'intérieur de leurs frontières ; en outre, ils doivent pouvoir le faire tout en conservant l'autosuffisance nécessaire pour résister aux objections et à l'opposition étrangères et, si nécessaire, refuser la coopération, le commerce ou l'investissement extérieurs sans causer de dommages substantiels au bien-être de leurs propres populations.⁵

La plupart des économistes étatistes savent que l'apogée de la social-démocratie européenne a été rendue possible par des circonstances uniques. Cette période s'est caractérisée par des niveaux de croissance économique exceptionnellement élevés après les destructions massives des deux guerres mondiales et de la Grande Dépression, et c'est dans ce contexte de forte croissance que le fameux « compromis » entre le capital et le travail a pu prendre forme. Selon Thomas Piketty, la spirale des inégalités que nous associons à l'ère néolibérale n'est que le reflet d'un retour du capitalisme à sa forme historique. Cette amélioration des conditions économiques dans le Nord

global a été favorisée par la disponibilité de ressources bon marché provenant des périphéries coloniales et néocoloniales, notamment le pétrole (Piketty 2014; Streeck 2014).

Ni la forte croissance de l'époque, ni le recours sans scrupules à des ressources néocoloniales bon marché ne sont aujourd'hui des prémisses défendables du progressisme économique. Malgré cela, l'image du cadre « keynésien-westphalien » du milieu du XXe siècle reste le principal point de référence de la stratégie étatiste (Fraser 2009). La proposition de Streeck (2014) pour un « Bretton Woods européen » invoque explicitement cette période, même si Streeck est conscient de ses limites. Mitchell et Fazi (2017) affirment la nécessité d'un régime de souveraineté progressif pour rompre plus fermement avec la dépendance à l'égard de l'accumulation du capital qui a sous-tendu l'État-providence d'après-guerre et a permis son démantèlement dans les années 1970 ; cependant, ils présentent cet impératif comme étant plus conforme aux potentiels « radicaux » de la théorie originale de Keynes. Avec l'aide de la théorie monétaire moderne (MMT), leur vision est celle d'un retour en arrière sur la mondialisation néolibérale afin de reconstituer le cadre keynésien-westphalien en termes post-capitalistes.

Pourtant, le contraste entre un ordre keynésien-westphalien d'entités politiques souveraines et un ordre néolibéral-mondialisé de marchés transnationaux est trompeur. D'une part, les critiques du néolibéralisme ont raison de souligner que la mondialisation n'est pas inévitable. Au plus fort de l'esprit cosmopolite des années 90 et 2000, les prophètes de la nouvelle ère mondiale ont affirmé que, alors que les sociétés du passé pouvaient se gouverner elles-mêmes à l'intérieur de frontières bien définies, les forces inexorables du développement et de l'interconnexion ont amené le monde à un point où cela n'est « plus » possible. L'expression « ne plus » était un pilier de la rhétorique de la mondialisation : « participer à l'économie mondiale n'est plus un choix mais une nécessité » (Spero 1996) ; « les communautés politiques et les civilisations ne peuvent plus être caractérisées simplement comme des “mondes discrets” » (Held et McGrew 1998...) ; « les États individuels ne peuvent plus être considérés comme des entités distinctes » (Spero 1996...) ; « les États ne peuvent plus être considérés comme des entités distinctes » : 234) ; « les États individuels ne peuvent plus protéger adéquatement leurs citoyens des effets externes des décisions prises par d'autres acteurs » (Habermas 2003: 90) ; « de nombreuses visions anciennes de l'arrangement westphalien ne sont

plus viables » (Ip 2010: 637). L'omniprésence de ces déclarations sur le « ne plus » a donné à la mondialisation des airs de fait accompli - le produit d'un esprit objectif mondial dont la réalité doit être prise en compte, mais qui est fondamentalement incontestable.

En réalité, ce processus n'a rien d'inéluctable - ou du moins, la notion d'« inéluctabilité » est exagérée. Dans les années qui ont suivi la crise de 2008, les flux de capitaux transfrontaliers ont chuté de 65 % (Lund et al. 2017). Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et le quasi-retrait des États-Unis de l'OMS (sans parler des précédents désaccords sur la CPI et les traités de Kyoto) démontrent la dépendance de la coordination supranationale à l'égard des changements dans les priorités politiques et l'humeur politique. Les frontières internationales se sont refermées lors de la pandémie de COVID-19, tandis que la guerre en Ukraine a bouleversé des accords commerciaux et des chaînes d'approvisionnement longtemps considérés comme acquis. Comme l'observent les critiques, la mondialisation telle que nous la connaissons a toujours été mieux caractérisée comme un projet politique destiné à promouvoir les intérêts de certaines élites dans les pays de l'OCDE que comme une agglomération de forces historiques anonymes ; elle a nécessité l'habilitation d'institutions clés, telles que le FMI et l'OMC, et une infrastructure juridique construite pour la sécurité du commerce, des flux de capitaux et des droits de propriété à travers les frontières (voir Gill et Cutler 2014; Harvey 2003). Les bouleversements politiques peuvent modifier radicalement sa trajectoire, voire l'inverser (Kornprobst et Paul 2021; Paul 2023).⁶

D'autre part, si les critiques étatistes rejettent à juste titre les conclusions de ce récit standard de la mondialisation, ils se laissent trop facilement séduire par ses prémisses. Si la rhétorique du « plus jamais ça » a donné un sentiment exagéré d'inévitabilité, elle a également donné un sentiment tout aussi exagéré de contraste entre l'ère westphalienne et l'ère postwestphalienne. La division nette du monde en autarcies souveraines a toujours été une fiction, en particulier en ce qui concerne l'économie politique transnationale. Des leaders anticoloniaux tels que Kwame Nkrumah, Franz Fanon et Amílcar Cabral ont utilisé le terme « néocolonial » pour décrire non pas le néolibéralisme naissant des années 1980, mais l'ordre mondial des années 1960 - l'ère de Bretton Woods. Comme l'explique Adom Getachew, « [l]a mondialisation économique contemporaine doit être située dans la longue histoire d'une économie mondiale impériale ». La densité, la vitesse et l'impact des flux mondiaux qui

ont émergé des premières rencontres coloniales dans les Amériques étaient déjà planétaires au quinzième siècle et ont restructuré les relations politiques et économiques au sein et au-delà du monde atlantique » (Getachew 2019: 32).

Si ce que nous appelons « mondialisation » représente effectivement une augmentation de certaines formes d'intégration, une meilleure description que simplement « plus » d'intégration serait une intégration structurée différemment. Même s'il est tentant de considérer les États comme des entités d'abord constituées en tant qu'unités autonomes, puis interagissant les unes avec les autres sur la scène internationale, les niveaux international et national ont toujours été co-constitutifs, profondément imbriqués et politiquement organisés. Il est important de noter que les possibilités d'« autodétermination nationale » d'une entité politique donnée ont toujours dépendu de la nature des structures plus larges du système international et de la position de chacun au sein de ce système. Ainsi, au milieu du siècle, les dirigeants d'Afrique et des Caraïbes pensaient que les États nouvellement indépendants du Sud ne parviendraient jamais à une véritable autodétermination sans une transformation radicale du système international - qui impliquerait de solides mécanismes de redistribution économique mondiale ainsi que des institutions démocratiques fortes pour la gouvernance régionale et supranationale (Getachew, 2019). L'idée que les États ont toujours coexisté dans un « état de nature » international régulé par des institutions faibles ou inexistantes n'est pas seulement un mythe, c'est aussi un outil idéologique du libéralisme capitaliste. Ce type d'ontologie sociale méthodologiquement nationaliste fait commodément abstraction de la longue histoire des relations impériales mondialisées qui ont toujours régi la manière dont les sociétés peuvent fonctionner en leur sein (Táíwò 2022: 101). Elle donne au Nord global une façade derrière laquelle il peut minimiser ou dissimuler les façons dont il continue d'exploiter le Sud global, tout en insistant sur le fait que ces derniers sont des nations indépendantes responsables de leur propre bien-être.

En effet, assimiler le rejet de la mondialisation néolibérale à un rejet de l'internationalisme fort tout court, c'est mal interpréter le programme politique qui sous-tend le tournant néolibéral. La crise de la dette souveraine du début des années 1980 n'a pas seulement permis aux États-Unis d'habiliter le FMI en tant qu'outil de pilotage néolibéral ; elle leur a également permis d'écarter et d'exclure des voies plus démocratiques de coordination internationale. Le débat de la fin des années 1970 sur le Nouvel ordre économique international

(NOEI), un programme d'arrangements économiques keynésiens et de redistribution entre le Nord et le Sud, est emblématique à cet égard (Moyn 2018). Ce programme visait précisément à faire avancer le type de transformation du système international nécessaire pour égaliser les capacités d'autodétermination réelle de tous les pays. Malgré l'accent mis sur la souveraineté et l'égalité souveraine de tous les États (ou plutôt à cause de cela), la NIEO a mis l'accent sur « la réalité de l'interdépendance de tous les membres de la communauté mondiale » et a appelé à un rôle élargi des Nations Unies pour « traiter les problèmes de coopération économique internationale de manière globale et assurer de manière égale les intérêts de tous les pays » (Nations Unies 1974). Selon Getachew, l'Assemblée générale des Nations Unies serait essentiellement réimaginée en tant que corps législatif mondial pour le nouvel ordre international égalitaire (Getachew 2019: 99-100, 162-3). Cette proposition a été fortement défendue par les États postcoloniaux, dont le nombre rapidement croissant dans les années 1960 et 1970 leur a permis de devenir majoritaires à l'Assemblée générale - au grand dam des responsables américains, qui ne trouvaient pas la structure démocratique de l'ONU attrayante lorsqu'ils ne contrôlaient pas l'ordre du jour (Franczak 2019: 880).

La crise de la dette du début des années 1980, elle-même déclenchée en partie par des décisions de la Réserve fédérale américaine, a suffisamment affaibli le pouvoir diplomatique du Sud pour permettre au Nord de supprimer l'ONIE. À partir de ce moment, les États-Unis et le Royaume-Uni ont réussi à déplacer le centre de pilotage diplomatique de l'ONU vers des instruments plus oligarchiquement administrés tels que le FMI, la Banque mondiale et, finalement, l'OMC. Ce changement de stratégie s'est accompagné d'une nouvelle insistance sur l'idée que, quoi qu'il ait pu se passer dans le passé, la situation politico-économique de tout État anciennement colonisé est « de leur propre fait et de celui de personne d'autre » (Moynihan 1975). La bataille autour de l'ONIE a suivi l'embargo de l'OPEP et a mis en évidence la montée en puissance du G-77. Ce faisant, elle a suffisamment ébranlé l'establishment américain pour permettre l'ascension des penseurs néolibéraux et néoconservateurs dans les cercles politiques de l'Atlantique Nord - avec leur vision dé-démocratisée et libre-échangiste de l'économie politique internationale, leur scepticisme à l'égard de l'ONU, leur compréhension formaliste de la souveraineté et leur conception étroitement circonscrite des droits de l'homme (Franczak 2019). Aucun État riche du Nord n'était responsable du bien-être d'un État postcolonial ; aucun État postcolonial ne

pouvait prétendre à la richesse d'un État du Nord. Au contraire, tous les États devaient être considérés comme souverains, indépendants et responsables de leur propre économie, et aucune organisation internationale n'était autorisée à remettre en cause ce point de vue.

Dans la brèche d'une démondialisation réellement existante

On pourrait accepter ce qui précède et continuer à soutenir qu'un système étatique westphalien fermé est mieux à même de résister aux impératifs de l'accumulation du capital qu'un système plus mondialisé. Mais cette affirmation repose sur des conceptions erronées non seulement des exigences d'une véritable autodétermination nationale, mais aussi de la logique structurelle du système westphalien. D'ores et déjà, le tournant postcosmopolite actuel montre des signes de réapparition de dynamiques qui, bien qu'elles se soient atténuées au cours des dernières décennies, ont donné le tempo du système westphalien depuis ses débuts.

La fin de la guerre froide dans les années 1990, en plus d'assurer l'hégémonie du « consensus de Washington », était également censée mettre fin à des siècles de Realpolitik armée entre les principales puissances militaires. Depuis le début de la période moderne, les États européens se sont affrontés dans le cadre de processus rivaux de renforcement militaire continu ; ces processus ont été alimentés et utilisés pour étendre la portée de leurs apports coloniaux respectifs de richesses et de ressources. Dans la seconde moitié du XXe siècle, ces rivalités entre grandes puissances se sont transformées en un face-à-face entre deux superpuissances nucléaires et leurs alliés. Lorsque l'URSS s'est désintégrée en 1992, l'idée s'est répandue que la nouvelle ère mondiale n'apporterait pas seulement la victoire finale du libéralisme, mais aussi un changement fondamental dans le caractère de la politique internationale. Les guerres ne prenaient plus la forme d'armées organisées se disputant un territoire, mais de conflits civils ponctués d'interventions humanitaires. Comme le note Mary Kaldor (2007), même le langage de la théorie de la guerre juste, largement défini en termes de droit d'une puissance souveraine à rechercher la victoire contre un rival, commençait à sembler désuet et inadapté au nouveau paysage. Les actions militaires étaient désormais mieux comprises dans le contexte de l'application de la loi ou du maintien de l'ordre que dans celui des idées clausewitziennes de la guerre. Dans cette nouvelle ère, la guerre n'était plus (officiellement) un moyen de poursuivre ou de protéger ses intérêts

politiques contre un adversaire stratégique ; au contraire, l'avènement de la guerre en tant que telle devait être considéré comme un problème collectif pour la communauté mondiale.

Lors de l'invasion de l'Irak en 2003, les dirigeants américains et britanniques ont encore ressenti le besoin d'habiller leurs ambitions impériales de la rhétorique de la sécurité mondiale et de la construction de la démocratie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 ne fait pas vraiment semblant, le conflit qui s'ensuit avec l'Ukraine et (par procuration) l'OTAN ressemblant davantage à une franche compétition pour le Lebensraum entre blocs de pouvoir. Dans la mesure où l'implication de l'Occident peut être considérée comme l'expression d'un engagement sincère en faveur des idéaux d'un ordre mondial libéral, ces idéaux apparaissent de plus en plus comme une opinion dominante parmi d'autres. Pendant ce temps, la Chine - moins agressive que la Russie mais plus expansive - continue à construire des sphères d'influence en Asie et en Afrique au moyen de son initiative « la Ceinture et la Route » et de programmes connexes. Le langage du libéralisme universel émanant de l'Atlantique Nord depuis les années 1990 se provincialise à mesure que l'ordre post-guerre froide dirigé par les États-Unis se fragmente progressivement en une nouvelle ère de rivalité entre grandes puissances.

Toute idée selon laquelle un système westphalien démondialisé peut protéger les sociétés démocratiques des incursions du capital mondial doit d'abord supposer qu'un système lâche de normes internationales et d'institutions faibles suffira à restreindre les visées impériales des grandes puissances occidentales et non occidentales. Il faut supposer que les empiètements sur l'autodétermination démocratique qui prennent actuellement la forme d'obligations conventionnelles onéreuses, de conditions de prêt et de programmes d'ajustement structurel ne referont pas surface sous la forme de caractéristiques plus belliqueuses qui ont été enracinées dans la dynamique du système étatique westphalien depuis le début. Certes, ces caractéristiques belliqueuses n'ont jamais complètement disparu et l'on peut débattre de la mesure dans laquelle l'ère de l'après-guerre froide a été véritablement « plus pacifique ». Le point important est que la présence de ces caractéristiques ne dépend pas du néolibéralisme ou de la mondialisation, mais plutôt d'une affinité élective profondément ancrée entre les modes d'accumulation capitalistes et l'État souverain de Westphalie.

J'utilise le terme wébérien d'« affinité élective » parce qu'il ne s'agit pas tant d'une relation causale que d'une tendance qui se renforce mutuellement. Mon argument est que l'État de Westphalie et le système étatique dans lequel il est intégré génèrent des problèmes fonctionnels pour lesquels le capitalisme s'offre comme la solution la plus rapide. Non seulement cela, mais le capitalisme crée ses propres problèmes qu'il fait peser sur l'État de Westphalie, et il le fait d'une manière qui exacerbe ces problèmes fonctionnels qui rapprochent l'État du capitalisme. Cette affinité est donc double. D'une part, elle concerne les impératifs expansionnistes du capitalisme qui, lorsqu'ils sont enveloppés dans l'armure de l'État souverain, prennent historiquement la forme d'un impérialisme belliqueux et d'une rivalité inter-impériale (a). D'autre part, elle concerne également les impératifs extractivistes et accumulationnistes tout aussi importants du système étatique westphalien en tant que tel, qui sont régis par des cycles de mobilisation compétitive des ressources entre les États (b). Ensemble, les deux aspects de cette affinité élective compromettent la capacité de tout État à soumettre politiquement le pouvoir du capital d'une manière que les économistes étatistes d'aujourd'hui ne parviennent pas à apprécier.

Re (a) : On attribue depuis longtemps au capitalisme un élan interne vers l'expansionnisme. Bien que les récits puissent différer dans les détails techniques, la thèse générale défendue par Rosa Luxemburg et reprise aujourd'hui par des auteurs tels que David Harvey, Jason W. Moore et Nancy Fraser est la suivante : La demande économique est vouée à se heurter périodiquement à des limites, tandis que la dynamique de la concurrence dans le cadre de la « perpétuelle tempête de destruction créatrice » (Schumpeter) exerce des pressions à la baisse sur les marges bénéficiaires qui ne peuvent pas toujours être compensées dans le cadre des marchés existants. Ces limites et ces pressions poussent les économies à rechercher de nouvelles sources de demande et/ou de nouveaux réservoirs de main-d'œuvre et de matériaux bon marché pour réduire les coûts de production (Luxemburg 2003 [1913] ; Harvey 2003; Moore 2015; Fraser 2022; voir également Arendt 1968 [1951], en particulier la deuxième partie). Parfois, cet objectif peut être atteint au niveau national, du moins en partie : dans le cadre du keynésianisme, il peut s'agir de mesures et de dépenses gouvernementales visant à soutenir la demande ; dans le cadre du néolibéralisme, il peut s'agir de déréglementation et d'assouplissement des protections du travail, ainsi que de formes « créatives » de financiarisation, y compris des instruments d'endettement à bon marché

(Crouch 2009). Mais les solutions nationales restent au mieux temporaires et insuffisantes alors que les exigences de la croissance capitaliste continuent de s'étendre. Les économies capitalistes doivent se tourner vers l'extérieur, vers de nouveaux marchés et de nouvelles voies d'accès bon marché aux ressources humaines et matérielles.

Historiquement, cette expansion vers l'extérieur repose sur des stratégies d'« expropriation » ou de « dépossession », dans lesquelles les puissances capitalistes utilisent des moyens coercitifs pour prendre le contrôle des économies locales et pour siphonner la valeur de la périphérie mondiale. Jusqu'au XXe siècle, cette stratégie a pris la forme de l'impérialisme : les grandes puissances ont utilisé leur puissance militaire pour imposer des « sphères d'influence » sur des territoires étrangers ou pour les conquérir purement et simplement. À la fin du XXe siècle, la stratégie d'assujettissement militaire manifeste a (quelque peu) reculé au profit d'un complexe onéreux mais plus subtil de légalisme, d'obligations conventionnelles et de contrôle économique, qui entretiennent des relations d'intégration et d'échange inégales sous l'égide de la puissance douce de l'Atlantique Nord (Gill et Cutler 2014).

Les partisans de l'étatisme économique progressiste appellent à un renoncement à ce complexe de soft power, mais ce qui est censé le remplacer est loin d'être clair. Il est peu probable que les États les plus riches et les plus puissants acceptent de jouer les gentils et renoncent volontairement à leurs leviers de puissance dure et douce. Si l'histoire moderne nous enseigne quelque chose, c'est que les grandes puissances trouvent souvent des options plus lucratives que des conditions commerciales équitables.

À mesure que l'hégémonie américaine s'estompe et que le libéralisme perd son statut d'idéologie par défaut des relations internationales, un scénario plus probable que la réalisation spontanée de l'égalité souveraine est la fragmentation de l'ordre mondial en une poignée de blocs de puissance plus ou moins impériaux. Dans un tel scénario, la meilleure option que les États faibles puissent espérer est de pouvoir choisir le bloc sur lequel s'aligner et de disposer d'un minimum d'influence pour négocier des accords qui soient marginalement moins exploitants qu'ils ne le seraient autrement. En revanche, il ne sera pas possible de se détacher véritablement de l'économie mondiale, d'autant plus que les crises écologiques croissantes continuent d'empiéter sur les modes de vie. Les pays du centre et de la périphérie se retrouveront à la

recherche de ressources dans les décennies à venir ; à la suite de siècles d'expropriation, les États anciennement colonisés n'ont pas les infrastructures politiques, épistémiques et matérielles⁷ pour s'adapter ou atténuer les effets de la montée du niveau des mers, des températures extrêmes, de la férocité du climat, de la baisse de la qualité de l'air, de la perte de terres arables, de l'épuisement des biens communs, des déplacements de population, de l'émigration massive et de l'instabilité sociale qui découlent du changement climatique. Leur position de vulnérabilité écologique et sociale garantit leur vulnérabilité politique, économique et militaire continue face à des États puissants intéressés par l'extraction de lithium, de cobalt et d'autres éléments terrestres pour les batteries et l'électronique ou par l'installation d'opérations polluantes qui ne sont plus autorisées dans le noyau capitaliste. Notre époque actuelle d'« extractivisme vert » et de « paradis de la pollution » fait avancer la prochaine époque d'expansionnisme impérial compétitif.

Re (b) : On pourrait soutenir que les impératifs expansionnistes du capitalisme cesseraient d'être un problème si les États réussissaient à passer, un par un, à des modèles d'économie politique post-capitalistes ou post-croissance. Mais il est peu probable qu'un tel changement au coup par coup soit viable dans un système westphalien démondialisé caractérisé par un regain de bellicisme impérial. Cela nous amène à l'autre aspect de l'affinité élective entre le capitalisme et l'État westphalien, à savoir les impératifs extractivistes et accumulationnistes du système interétatique lui-même.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'idée d'un État limité, isomorphe, hermétiquement autonome, qui ne rencontre d'autres sociétés que de manière épiphénoménale, est une erreur méthodologique, qui plus est chargée d'idéologie. Les approches marxistes et des systèmes mondiaux ont reconnu que l'ordre mondial westphalien est systématiquement intégré d'une manière qui n'est pas reflétée par les images standard d'un « état de nature » ou d'une « anarchie » d'unités autonomes. Ces approches ont mis l'accent sur la manière dont l'ordre mondial est régi par des relations de production transnationales et les impératifs fonctionnels qu'elles génèrent. Mais il faut aussi tenir compte de la manière dont le système étatique westphalien, en tant que forme d'intégration du système, génère ses propres impératifs disciplinaires et fonctionnels qu'il impose aux différents États qui le composent.

Les États souverains coexistent dans un système médiatisé par des relations de force militaire. Indépendamment de la question de savoir si la guerre a réellement « fait » les États (selon la célèbre thèse de Charles Tilly), le processus de centralisation administrative et de bureaucratisation observé au cœur du système mondial entre le XVIIe et le XXe siècle a été fortement influencé par des postures réciproques de fabrication et de préparation de la guerre⁸. Aujourd'hui encore, les spécialistes des relations internationales parlent de « dilemme de sécurité », une dynamique similaire au dilemme du prisonnier dans lequel les États ressentent le besoin de renforcer continuellement leurs capacités militaires les uns contre les autres parce qu'ils ne peuvent jamais être certains des intentions futures des autres (Glaser 1997; Herz 1951; Jervis 1978; Tang 2009). Le dilemme de sécurité représente une instanciation d'un modèle plus large : les États dans un système westphalien ressentent une pression continue pour développer et étendre non seulement leurs pouvoirs militaires, mais aussi économiques et politiques, simplement pour préserver l'autonomie et le statut qu'ils ont dans le domaine international. Même si un État n'a pas d'ambitions agressives propres, le fait que d'autres États puissent nourrir de telles ambitions crée des impératifs de « suivi » qu'il est coûteux d'ignorer. Ces pressions sont plus prononcées pour les grandes puissances actuelles ou en devenir, mais elles peuvent également être ressenties par des États plus petits. Une dynamique de compétitivité pour le pouvoir et le statut a historiquement imprégné le système étatique westphalien (Waltz 1979).

Ce type d'accent mis sur les dynamiques de pouvoir et de politique a quelque peu perdu de son importance au cours des années 1990, alors que les pressions de la politique de puissance semblaient s'estomper au profit d'un ordre libéral « régi par des normes » et supervisé par l'hégémonie des États-Unis. Mais à l'heure où la rivalité entre grandes puissances réapparaît, nous ferions bien d'examiner ce qu'une résurgence de ces dynamiques - et les exigences fonctionnelles qu'elles imposent aux États constitutifs - signifierait pour le progressisme économique. Le plus important est la façon dont ces dynamiques se traduisent par des impératifs de formes toujours croissantes d'extraction, d'accumulation et de croissance qui orientent les États vers le capitalisme. La sécurité dans un système étatique intégré par des rapports de force compétitifs dépend des capacités de l'État à extraire efficacement les ressources humaines et matérielles disponibles à l'intérieur de ses propres frontières territoriales (et souvent au-delà). Historiquement, c'est sur la base de ces impératifs d'extraction que nous voyons se développer bon nombre des instruments de

l'art de gouverner moderne, notamment la montée en puissance d'une bureaucratie centralisée dotée d'un corps professionnel de fonctionnaires qualifiés ; l'émergence de registres statistiques, de recensements et de cartographies (pour collecter des connaissances sur le territoire et sa population) ; l'élaboration de normes d'identification et de documentation des citoyens (à des fins d'imposition et de conscription) ; et des systèmes d'émission régulière d'obligations et d'imposition (pour stabiliser les budgets publics, contrairement aux anciens systèmes d'emprunts occasionnels et de prélèvements en temps de guerre) (voir Giddens, 1985; Mann, 1993; Scott, 1993; Torpey, 2000; Milstein, 2015).

Le rôle de la monnaie en tant que moyen d'échange essentiel entre l'État et le reste de la société est remarquable dans le développement des édifices étatiques - en partie comme moyen de payer les fonctionnaires et le personnel militaire à plein temps, mais aussi comme moyen de collecter et de mettre en commun des fonds par le biais de l'emprunt et de l'imposition. Cette évolution s'est accompagnée d'une relation séculaire entre l'État et l'industrie financière : le premier compte sur la seconde pour assurer la stabilité des fonds ; en retour, l'État doit garantir sa propre solvabilité en contrôlant, par exemple, l'inflation et les dépenses (Thompson 2012: 65-8 ; Mann 1993: 483-90). Benjamin Constant (2011 [1816]) a salué la façon dont cet arrangement plaçait l'autorité de l'État « dans une position de dépendance ». Une telle relation ne peut que compliquer toute tentative de politique monétaire exigeant l'autonomie du pouvoir de l'État par rapport à la finance. Mais le rôle de la monnaie ne s'arrête pas là, car une économie basée sur la monnaie rend également possible des modes d'accumulation plus intensifs en capital qui peuvent être mis au service de la guerre, du développement des infrastructures et de la construction de l'État. Avec la différenciation fonctionnelle de l'État du reste de la société, la réservation de la force comme « moyen spécifique à l'État » donne le coup d'envoi d'un processus de rationalisation de plus en plus dépendant de modes d'approvisionnement et de production spécialisés et (depuis les années 1800) industrialisés (Weber 1946: 78 ; Milstein, 2015: 245). Charles Tilly a bien résumé ce processus en notant qu'au XIII^e siècle, n'importe quelle famille noble pouvait posséder des épées, mais que seul un État-nation moderne pouvait produire un porte-avions (Tilly 1990: 84). L'accumulation de capital soutient et développe la capacité de l'État à construire ses infrastructures de production et à les mettre au service de la guerre ou de toute autre priorité d'allocation.

Le plus important, cependant, est la façon dont les exigences technologiques, organisationnelles et capitalistiques de la concurrence interétatique soumettent les États - et plus encore les grandes puissances - à des pressions constantes en faveur de la croissance économique. Quels que soient les autres défauts que l'on puisse ou non attribuer au système soviétique, il n'a finalement pas pu suivre le « complexe militaro-industriel » de son rival hypercapitaliste. Les pressions en faveur de la croissance ne se limitent pas à l'arène militaire ; elles se répercutent dans toute la société par des besoins d'augmentation de la production générale, de développement des infrastructures, de moyens plus efficaces d'utilisation des ressources humaines et matérielles, et de moyens plus efficaces d'extraction de ces ressources. Les ressources sont, après tout, limitées ; un État compétitif doit être en mesure d'allouer suffisamment de ressources aux dépenses militaires tout en répondant aux autres besoins de l'État et de la société. Cela ne nécessite pas seulement une production et une technologie meilleures ou plus nombreuses. Il faut une main-d'œuvre suffisamment bien formée et une population valide. Il faut des infrastructures logistiques, des transports, des communications et des chaînes d'approvisionnement sûres. Il faut des centres de recherche et de développement. Cela s'ajoute aux besoins sociaux généraux en matière de reproduction (soins de santé, alimentation, éducation, etc.), qui sont ici sécurisés. Il faut également des moyens (monétaires et/ou coercitifs) pour se procurer à l'étranger ce qui ne peut être produit dans le pays. Par-dessus tout, il faut un moteur d'accumulation et de croissance du capital suffisamment robuste pour garantir les moyens de soutenir toutes ces exigences d'extraction et de production à long terme.⁹

En bref, un système westphalien défini par la rivalité des grandes puissances génère des impératifs qui ne peuvent être satisfaits que par la poursuite de l'extraction, de l'accumulation et de la croissance. Nous pourrions probablement ajouter la finance à cette liste. Le capitalisme se présente comme le moyen le plus efficace pour atteindre ces objectifs. Même les États qui se décrivent comme non capitalistes, tels que la Chine, se voient contraints d'adopter des stratégies capitalistes de production et de commercialisation dans leur quête de compétitivité. Et comme l'État s'appuie sur le capitalisme, le capitalisme s'appuie sur l'État avec ses propres impératifs expansionnistes, qu'il fait peser sur l'État pour qu'il fasse usage de son pouvoir militaire et de son pouvoir de persuasion à la recherche de nouveaux marchés et de nouvelles ressources. Le système étatique westphalien et le capitalisme créent ainsi une

relation d'extraction, d'accumulation, de croissance et d'expansion compétitives qui se renforcent mutuellement. Dans le passé, cette relation a donné lieu à des formes génocidaires d'impérialisme mondial qui ont culminé avec deux guerres mondiales et 40 ans d'impasse atomique. Aujourd'hui, nous pourrions bientôt assister à un renouvellement de cette relation dans un monde où les ressources naturelles se font de plus en plus rares et où les technologies de destruction massive (y compris les armes nucléaires) sont de plus en plus répandues.

Tout au long du XXe siècle, les guerres entre États industrialisés sont devenues de plus en plus dévastatrices. Les morts au combat des grandes puissances ont augmenté de manière exponentielle, atteignant une apothéose dans la « destruction mutuelle assurée » de la guerre froide ; dans le même temps, la concurrence entre États en est venue à englober des segments de plus en plus importants de la société, de plus en plus de domaines de la vie sociale étant classés par les États comme relevant de la « sécurité nationale » (Tilly 1990: 74 ; Hobsbawm 1994: 44-50 ; Scheuerman, 2000; Milstein, 2015: 262-3). Lorsque l'hostilité entre grandes puissances a diminué à la fin de la guerre froide, il est devenu populaire de réinterpréter cette dynamique comme une dynamique contingente - en insistant sur le fait que la façon dont les États interagissent est moins une question de préoccupations et d'intérêts matériels et plus une question de « normes » qui régissent le domaine international (voir, par exemple, Wendt 1999). Cette célébration du pouvoir des normes a facilité la vente des visions pseudo-cosmopolites de la « gouvernance mondiale sans gouvernement mondial » qui a structuré l'ordre néolibéral. Les institutions supranationales n'ont pas besoin de formes solides de légitimation démocratique ou d'autorité, car les réseaux d'ONG, les campagnes de dénonciation et la puissance douce des États démocratiques suffisent à maintenir la paix et à promouvoir la justice en construisant les normes de la société civile mondiale. Aussi naïves que ces hypothèses puissent paraître rétrospectivement, il existe un autre niveau d'hypothèses que nous devrions peut-être réexaminer aujourd'hui : à savoir que l'apparente « fin » de la rivalité entre grandes puissances annoncée au début des années 1990 ne représentait pas une transformation permanente de la politique interétatique mais un ensemble unique de circonstances temporaires qui s'éloignent aujourd'hui. Cette absence de conflit entre grandes puissances a subsisté parallèlement à l'apogée de l'hégémonie américaine, à l'universalité du libéralisme et à la montée en puissance de diverses institutions et régimes politiques de la

mondialisation. Alors que l'élan de la mondialisation se ralentit, que le libéralisme perd de son éclat et que les États-Unis perdent de leur autorité, il n'est pas évident de comprendre pourquoi la cessation des hostilités entre les grandes puissances se maintiendra néanmoins.

Toute tentative d'évaluer ce que l'avenir nous réserve est spéculative. Mais même si notre trajectoire actuelle est bien loin d'un retour aux conquêtes impériales et aux guerres mondiales, elle n'augure rien de bon pour les efforts centrés sur l'État visant à réclamer l'autonomie collective face au pouvoir du capital. Tout État qui veut résister aux marchés mondiaux tout en évitant la dépendance néocoloniale, l'embargo ou l'agression doit avoir la capacité de résister à la fois au pouvoir dur et au pouvoir doux des principaux États et institutions capitalistes. Un État qui n'a pas les moyens d'assurer son autosuffisance aura du mal à résister à la puissance douce des marchés mondiaux, car les grandes puissances continueront à contrôler les parts de marché, les alliances commerciales, les institutions de prêt et l'accès aux ressources. Dans le même temps, un État qui possède ces moyens d'autosuffisance - par exemple, sous la forme de ressources naturelles abondantes - aura également besoin d'outils pour résister au « hard power » des États capitalistes jaloux qui exigent un accès facile. Cela signifie qu'il faut jouer le jeu du développement de capacités et d'infrastructures défensives, avec tous les impératifs d'extraction, d'accumulation et de croissance qui en découlent.

Cela limite le type d'agenda économique progressiste qui peut être poursuivi dans un monde défini par la rivalité des grandes puissances. Peu de modèles semblent être proposés en dehors d'une version du keynésianisme national militarisé, d'un socialisme de marché commandé également militarisé et orienté vers la croissance, ou de la dépendance à l'égard de la protection militaire d'une plus grande puissance. Mais il est loin d'être évident que l'un ou l'autre de ces modèles soit viable à une époque de faible croissance et de diminution des ressources. De plus, ils impliqueraient presque certainement de laisser les pays du Sud en plan. En fin de compte, toute solution « progressiste » ou « de gauche » au problème du capitalisme mondial doit être posée au niveau mondial.

Vers un nouveau cosmopolitisme de gauche

Nous devons nous méfier des fausses dichotomies. L'objectif n'est pas de souligner les vertus cachées de la mondialisation néolibérale, et encore moins de minimiser la violence considérable qu'elle a infligée au Sud et aux communautés marginalisées du Nord. Il s'agit simplement de faire comprendre que l'État souverain de Westphalie n'est pas le refuge contre la violence capitaliste que les économistes étatistes supposent qu'il est. Je souscris ici à l'affirmation d'Isiksel selon laquelle la mesure de la politique cosmopolite n'est pas l'étendue de la juridiction institutionnelle, ni le fait d'être pour ou contre l'État en soi ; elle consiste plutôt en son aspiration à garantir une liberté maximale et égale pour les citoyens du monde. Je conviens également qu'il n'y a rien d'intrinsèquement cosmopolite dans les transferts de pouvoir du niveau national au niveau supranational. Il y a toujours de bonnes raisons de protéger l'autodétermination nationale et d'autres formes d'autonomie collective dans la mesure où elles sont compatibles avec ces objectifs d'égalité de liberté.

Cependant, même l'autodétermination au niveau des communautés nationales ou culturelles nécessite des structures de régulation au niveau supranational suffisamment fortes pour la garantir - pour garantir des relations d'intégration égale dans la communauté mondiale et protéger les communautés locales de l'exploitation, de l'expropriation et de l'incursion. Un tel projet d'intégration égale nécessiterait une restructuration majeure du système mondial actuel et probablement une redistribution substantielle des ressources pour permettre aux États du Sud de développer des capacités de véritable autodétermination. À cela s'ajoutent les niveaux massifs de coordination et de pilotage transnationaux nécessaires pour faire face aux effets du changement climatique, à l'épuisement des ressources, à l'altération des capacités de production alimentaire et à des migrations sans précédent. Par conséquent, il ne peut y avoir de vision progressiste économique de l'autodétermination démocratique qui n'embrasse pas également une certaine version du cosmopolitisme de gauche ou (si vous préférez) d'un internationalisme fort.

Mon objectif n'est pas de développer ici une théorie complète du cosmopolitisme de gauche, mais j'aimerais conclure par quelques réflexions préliminaires. Isiksel, à la suite de Kant, identifie les objectifs du cosmopolitisme avec la garantie d'une « liberté égale » pour toutes les personnes partageant la terre en commun. Je souscris à ce point de vue, mais il convient de le préciser un peu plus dans le contexte d'un programme « économique progressiste ». Ici, je considère qu'un tel programme consiste à

réaffirmer le contrôle démocratique collectif sur l'influence des marchés et l'allocation du capital. Certes, le progressisme économique concerne aussi souvent la garantie des niveaux de vie ou la limitation des inégalités ; ces éléments peuvent être considérés à la fois comme des conditions du contrôle démocratique (en tant que soutien à une forme décommodifiée de citoyenneté et à une voix égale) et comme ses conséquences (dans la mesure où la justice distributive exige une forme de direction politique capable de mettre les impératifs capitalistes au pas). Mais l'intérêt de la question de l'étatisme contre le cosmopolitisme, telle que nous l'avons formulée dans cet article, tourne principalement autour du meilleur cadre pour affirmer le contrôle démocratique collectif sur les marchés et le capital.¹⁰ Ce contrôle doit inclure une certaine mesure ou l'équivalent de l'autodétermination collective aux niveaux local et régional. Mais il doit également inclure des mécanismes garantissant que les relations de domination ou de dépendance ne se matérialisent pas entre les collectivités, et que les relations entre les collectivités sont elles-mêmes déterminées sur une base démocratique. En outre, il doit inclure des moyens pour l'inclusion égale des personnes qui ne trouvent pas leur place dans un collectif national, mais dont les mondes de vie et les plans de vie sont devenus « cosmopolites » par choix ou par circonstance (Beck 2006). Parallèlement à la triple division de Kant des relations légitimes en droit national, droit international et droit cosmopolite, nous pouvons dire aujourd'hui que le projet de réaffirmer le contrôle politique sur le capital doit être réalisé non seulement au sein des collectifs (c'est-à-dire au niveau national), mais aussi entre eux (au niveau international) et à travers eux (parmi les citoyens-travailleurs du monde, pour ainsi dire).

Il convient également de noter que j'utilise les termes « cosmopolitisme de gauche » et « internationalisme fort » de manière interchangeable. Certains peuvent être d'accord avec ma position mais continuer à faire la grimace devant le terme « cosmopolitisme » parce qu'il est trop chargé de connotations d'individualisme atomique et de perspectives des classes commerciales ; ou, si ce n'était pas le cas auparavant, on pourrait dire que son héritage a été entaché par son appropriation dans la rhétorique néolibérale ; ou, à tout le moins, qu'il implique une attitude niveleuse qui accorde trop peu d'attention aux besoins des communautés locales. À la place du cosmopolitisme, on pourrait préconiser l'« internationalisme » comme étiquette plus appropriée.

En réalité, les deux termes ont des connotations problématiques tout en soulignant les caractéristiques cruciales d'un projet progressiste. L'idéal de l'international a une histoire vénérable dans les cercles de gauche, et il réserve clairement un espace à l'autodétermination locale qui n'est pas toujours facile à localiser dans le cosmopolitisme. Mais historiquement, le terme « internationalisme » a été revendiqué autant comme un idéal libéral que comme un idéal de gauche, associé à Lord Palmerston, Woodrow Wilson et Bill Clinton aussi bien qu'à Marx et Trotsky. Le terme est également ambigu : si « international » peut se référer à une lutte commune entre les peuples, il peut également se référer à une confédération plus lâche de luttes essentiellement distinctes et définies au niveau national. L'une des préoccupations classiques concernant ce dernier cadre (qui remonte à la Deuxième Internationale) est que la définition de la lutte sociale selon des lignes nationalistes affaiblit l'unité de la classe ouvrière, la rendant vulnérable à la manipulation et à la division à la demande des bourgeoisies nationales (Worth 2019). Cette préoccupation reste pertinente aujourd'hui.

Il y a de multiples façons dont les cadres nationalistes ne capturent pas de manière fiable les relations économiques et culturelles réelles qui définissent le travail mondial. Définir les luttes en termes nationaux peut indiquer un statut privilégié pour ceux qui s'identifient comme des membres « à part entière » de la nation, et nous avons d'ailleurs déjà vu un certain nombre de personnalités de centre-gauche et même de gauche adopter des positions anti-immigration dans le cadre de leurs agendas " progressistes ». Le cadre national occulte la manière dont les travailleurs « indigènes » et « étrangers » sont assujettis à la même machine capitaliste et ferme les canaux permettant de faire cause commune. En outre, de nombreuses fractions de la main-d'œuvre mondiale ne correspondent tout simplement pas au cadre national. Le travailleur migrant qui passe la moitié de l'année aux États-Unis et l'autre moitié au Mexique, la jeune fille au pair philippine à Oslo, le travailleur maritime qui passe 18 mois d'affilée sous des « pavillons de complaisance », le Sud-Asiatique à qui l'on a retiré son passeport dans un camp de travail à l'extérieur de Dubaï, la travailleuse du sexe victime de la traite des êtres humains à Berlin, sans parler des millions de réfugiés déplacés par des guerres inter-impériales par procuration et des économies asséchées par la prédation néocoloniale - ces personnes ne correspondent pas au profil classique d'une « classe ouvrière nationale », et pourtant elles sont des produits emblématiques d'un système

capitaliste mondial dont l'armée de réserve de main-d'œuvre s'est depuis longtemps cosmopolitisée. À la suite de Silvano Santiago (2017), nous pourrions parler ici du cosmopolitisme des pauvres.

Certes, le terme « internationalisme » n'a pas à connoter un nation-centrisme problématique ; et si nous devons ressusciter le terme « cosmopolite », sa valeur doit être clarifiée. Pendant une grande partie de l'esprit de l'après-guerre froide, la valeur émancipatrice de la pensée cosmopolite a été confondue avec le cosmopolitisme des riches. Prenant les excès du nationalisme et de l'exclusion des 19e et 20e siècles comme point de départ normatif, ce courant de pensée a considéré que la rupture avec les cadres nationaux était intrinsèquement émancipatrice. Le problème est que les expériences réelles identifiées avec cette version de l'émancipation tendent en pratique à être typiques de certaines classes de cols blancs. Le cosmopolitisme des riches offre non seulement une vision unilatérale du cosmopolitisme, mais aussi une vision déformée de son potentiel émancipateur - comme si la libération consistait à rendre accessibles à tous les joies des voyages de conférences universitaires ou des réunions Zoom depuis Bali (Mendieta 2009).

Pour ceux qui ne font pas partie de ces classes, les choses sont plus ambivalentes. Loin d'être une expérience de libération, la cosmopolitisation de la vie sociale est souvent vécue comme une perturbation, un déplacement, une aliénation et une perte (Santiago 2017). L'« hybridation des identités » célébrée par les observateurs libéraux des quartiers ouvriers multiculturels de Londres et des pays en développement comme le Ghana et le Brésil est davantage motivée par l'adaptation et le besoin que par un quelconque idéal de découverte de soi. Et pourtant, c'est au niveau et à travers la compréhension de ce type de cosmopolitisation ambivalente que nous arrivons à la nécessité d'une perspective critique qui adopte un point de vue cosmopolite.

Un programme de gauche cosmopolite/fortement internationaliste exige une sensibilité aux besoins d'autodétermination collective et de main-d'œuvre cosmopolite. Dans les deux cas, il faut affronter le capitalisme mondial d'un point de vue global et, à ce titre, ce ne sont pas des institutions de gouvernement supranational plus faibles qui sont nécessaires, mais des institutions plus fortes. Un tel projet requiert la capacité de soutenir une véritable autodétermination collective, pas seulement au sens formel du droit international néolibéral, ni au sens nationaliste d'exclusion soutenu par les

populistes de droite, mais au sens où les citoyens de chaque pays disposent des pouvoirs maximaux pour organiser démocratiquement leur mode de vie d'une manière cohérente avec les pouvoirs égaux de tous les autres pays de faire de même. Cela nécessite également des capacités à protéger les droits de l'homme, non pas dans le sens minimaliste actuel (largement inefficace), mais dans le sens d'une capacité à garantir les droits du travail, la sécurité ontologique et la voix démocratique pour la part croissante de la main-d'œuvre cosmopolite qui ne correspond pas à l'image d'une classe ouvrière nationale.

Bien qu'il ne soit pas possible d'entrer dans les détails ici, nous pouvons mettre en évidence quelques conditions institutionnelles. Il s'agit notamment du pouvoir de soumettre les marchés et les institutions de crédit à un pilotage et à une réglementation politiques solides, et peut-être même de tracer et de taxer la richesse mondiale (cf. Piketty 2014: Ch. 15). Il faudrait également des pouvoirs pour rectifier les injustices historiques et établir des conditions d'égalité souveraine par le biais de réparations et de transferts redistributifs entre le centre et la périphérie. Parce que ses exigences institutionnelles sont plus fortes que celles des organes gouvernementaux supranationaux existants, il en va de même pour ses exigences en matière de légitimité démocratique - y compris une assemblée législative et un exécutif mondial élus. Cela s'explique en partie par le fait que la capacité d'en faire plus s'accompagne d'un fardeau de légitimation plus élevé. Mais il s'agit également d'une condition nécessaire (bien que non suffisante) pour se protéger contre les diverses formes d'appropriation par les élites et les technocrates qui dominent les organes supranationaux actuels. Une démocratie véritablement cosmopolite ou internationaliste ne peut s'appuyer simplement sur l'intégrité des procédures formelles ou sur des conceptions douteuses de la « légitimité de sortie » ; elle doit plutôt être capable d'organiser et de canaliser le pouvoir collectif des citoyens et des peuples du monde (Klein 2022).

Un tel projet est certainement intimidant. On pourrait être pardonné de penser qu'il est trop intimidant, ou que le retour de la rivalité entre grandes puissances n'est qu'une preuve supplémentaire que les visions de la démocratie supranationale ou du progressisme économique mondial sont chimériques.¹¹ Mais le capitalisme est au cœur d'un système mondial, et son pouvoir systémique conserve son emprise sur les pays, que le système environnant soit défini davantage par des institutions de marché néolibérales ou par des frontières souveraines strictes. La crise climatique imminente ne fait que

rendre l'étendue du système et ses effets plus immédiats, forçant les peuples du monde à se rapprocher même si des forces politiques les éloignent les uns des autres. En fin de compte, il n'est pas possible de se détacher de la planète. S'il est une idée plus chimérique que celle d'affronter ce système à l'échelle mondiale, c'est bien l'idée que des pays isolés puissent prendre le dessus sur ce système dans d'autres circonstances.

Remerciements

Des versions antérieures de cet article ont été présentées à l'atelier 2023 ECPR Joint Sessions Workshop on 'Cosmopolitanism' et à la Conférence sur la philosophie et les sciences sociales à Prague. J'aimerais remercier Ilaria Cozzaglio, Eduardo Mendieta, Miriam Dajczgewand Świątek Milstein, Andy Shorten, Asger Sørensen, Jakub Szczepański, l'éditeur et un évaluateur anonyme pour leurs commentaires utiles, leurs discussions et leurs encouragements.

En tant que projet politique émancipateur, le cosmopolitisme a toujours suscité le scepticisme. Cet article se concentre sur la ligne de critique économique-progressiste du cosmopolitisme, qui a pris de l'ampleur ces dernières années. Cette critique repose sur des préoccupations réelles que la gauche économique doit privilégier et intégrer dans sa réflexion ; cependant, elle est aussi fatalement erronée. Tout projet progressiste qui prend au sérieux une autodétermination démocratique forte pour tous les peuples a besoin d'une certaine forme d'engagement en faveur d'un ordre mondial démocratiquement intégré politiquement, ce qui implique des formes plus fortes d'intégration politique supranationale, et non des formes plus faibles. Je soutiens que l'attrait de l'étatisme économique progressiste repose sur des hypothèses erronées concernant le caractère du système étatique westphalien et sa relation avec l'évolution du capitalisme mondial, qui donnent l'impression trompeuse que ce système est en quelque sorte moins favorable que la mondialisation néolibérale aux impératifs capitalistes d'extraction, d'accumulation et de croissance. Mais il existe des versions tout aussi expropriatives et violentes du capitalisme qui prospèrent dans un monde westphalien fermé. La rivalité entre grandes puissances étant à nouveau un élément structurant de l'ordre mondial, des signes de ces versions apparaissent déjà aujourd'hui.

Le cosmopolitisme a connu des temps difficiles. Autrefois cause célèbre d'une théorie politique et sociale avant-gardiste - Ulrich Beck l'appelait « la caractéristique déterminante d'une nouvelle ère » (Beck 2006: 2) - le projet cosmopolite apparaît aujourd'hui à beaucoup comme une chimère naïve bien que bien intentionnée, voire un cheval de Troie pour un néolibéralisme et un néo-impérialisme débridés. Que ce soit en politique ou dans les universités, nombreux sont ceux qui considèrent aujourd'hui la souveraineté de l'État comme le seul mécanisme viable pour garantir la sécurité politique, sociale et économique des citoyens démocratiques.

En tant que projet politique émancipateur, le cosmopolitisme a toujours suscité le scepticisme. Pour les néoréalistes internationaux, les idées cosmopolites étaient désespérément déconnectées à la fois des réalités de la politique de puissance interétatique et des sensibilités politiques des citoyens nationaux ; les petits pays étaient aussi peu enclins à abandonner leur modeste autonomie au profit d'un ordre mondial global que les grandes puissances l'étaient à abandonner leur influence internationale au profit de contraintes juridiques transnationales¹. Les communautariens soutenaient que les exigences normatives du cosmopolitisme étaient trop abstraites et universelles ; ses engagements moraux faisaient fi de la vie éthique des cultures nationales particulières, tandis que ses attentes politiques dépendaient de formes de solidarité qui ne pouvaient exister qu'à l'intérieur d'États historiquement délimités.² Pendant ce temps, les progressistes économiques voyaient dans l'idéologie cosmopolite un moyen d'abandonner les pouvoirs réglementaires de l'État aux caprices des marchés mondiaux ; tous les moyens dont disposaient les citoyens démocratiques pour limiter le pouvoir du capital sur leurs plans de vie seraient dépolitisés et confiés à des organisations néolibérales telles que le FMI et l'OMC.³

Je m'intéresse ici à cette troisième ligne de critique, celle du progressisme économique. Je définis le terme « progressiste économique » au sens large comme incluant toute position soutenant que les forces du marché nécessitent une régulation robuste et active par des institutions démocratiques, que ce soit sous la forme d'une social-démocratie keynésienne ou d'un dépassement pur et simple du capitalisme. Mon argument est que la critique économique progressiste du projet cosmopolite est fondée sur des raisons valables que la gauche économique doit privilégier et intégrer dans sa réflexion. Dans le même temps, l'envie de revenir à l'État-nation est erronée. Tout projet économique

progressiste qui prend au sérieux l'autodétermination démocratique forte de tous les peuples a besoin d'une certaine version d'un engagement en faveur d'un ordre mondial fortement et démocratiquement intégré politiquement. Nous pourrions appeler cet engagement « cosmopolitisme de gauche » ou « internationalisme fort ». L'attrait de ce que j'appellerai l'étatisme économique repose sur des hypothèses erronées concernant le caractère du système étatique westphalien et sa relation avec l'évolution du capitalisme mondial, qui donnent l'impression trompeuse que ce système est en quelque sorte moins favorable aux impératifs capitalistes d'extraction, d'accumulation et de croissance que la mondialisation néolibérale. Mais il existe des versions tout aussi expropriatives et violentes du capitalisme qui prospèrent dans un monde westphalien fermé, et certains signes montrent que ces versions commencent déjà à faire leur apparition aujourd'hui.

Le récent déclenchement de la guerre en Europe de l'Est, en particulier, nous donne un aperçu des réalités de cette condition postcosmopolite imminente. Au-delà des débats sur la manière dont nous sommes arrivés à ce stade, nous devons également prendre du recul et examiner les ramifications d'une réalité plus large, à savoir le retour des conflits entre grandes puissances en tant qu'élément structurant de l'ordre mondial. Bien entendu, la perspective d'une nouvelle ère de rivalité impériale se profile à l'horizon depuis un certain temps. À première vue, on pourrait penser que la tendance à la démondialisation n'est qu'une raison supplémentaire de renoncer aux engagements cosmopolites et internationalistes. Mais je ne suis pas d'accord. Je considère que l'un des principaux engagements idéologiques de la gauche est de préserver et de maximiser les pouvoirs d'autodétermination démocratique libre et égale de toutes les communautés politiques face au capitalisme mondial. En tant que tels, les engagements économiques progressistes appellent à des formes plus fortes d'intégration politique supranationale, et non à des formes plus faibles.

L'étatisme économique progressiste après 2008

Le scepticisme progressiste à l'égard de la pensée cosmopolite a pris de l'ampleur avec la crise financière de 2008 et les événements politiques qui ont suivi. Pendant l'apogée cosmopolite des années 90 et du début des années 2000, les manifestants de Seattle et de Gênes étaient tout aussi susceptibles de décrire leur position comme altermondialiste qu'antimondialiste: la question n'était pas de savoir si les frontières nationales devaient être dépassées, mais

comment et à quelles conditions. En 2003, lorsque George W. Bush, Tony Blair et leur « coalition de volontaires » ont fait fi du droit international pour envahir l'Irak, le cosmopolitisme s'est présenté comme une alternative sobre à l'empire américain désarticulé (voir, par exemple, Habermas et Derrida 2003). Aujourd'hui encore, des ouvrages universitaires et des articles sur le cosmopolitisme continuent de paraître, mais le *Zeitgeist* a disparu, reflétant un changement général de sentiment parmi les intellectuels et les publics démocratiques.

Les années qui ont suivi 2008 ont été caractérisées par une résurgence étonnante du nationalisme d'exclusion, avec des personnalités et des partis populistes qui ont bénéficié d'une attention considérable dans la sphère publique et d'une forte augmentation du soutien électoral. L'« explosion populiste » (Judis, 2016) dans les démocraties capitalistes a été interprétée de diverses manières et ses causes continuent d'être débattues. Les explications les plus courantes font état d'une désaffection économique parmi les « perdants de la mondialisation », peut-être combinée à une réaction brutale contre l'immigration et le multiculturalisme, alimentée par un ressentiment racial persistant (Norris et Inglehart, 2019; Rodrik, 2018). Elle est également attribuée à un mécontentement croissant à l'égard des élites politiques : après des années de promesses de la part des gouvernements de centre-droit et de centre-gauche sur les avantages de la déréglementation, du libre-échange et de la privatisation, les citoyens ont perdu leurs illusions, non seulement en raison du manque de volonté politique des partis de l'establishment de donner la priorité aux besoins des citoyens concernés plutôt qu'à ceux de l'industrie financière, mais aussi en raison du manque apparent de pouvoir des gouvernements qui ont essayé de le faire (Fraser 2019; Ibsen 2019; Milstein 2021; Streeck 2017).

Ces deux récits s'inscrivent dans le cadre d'une suspicion croissante à l'égard des institutions supranationales, en particulier de l'Union européenne. Autrefois saluée comme un prototype de gouvernance cosmopolite et démocratique, la promotion par l'UE de l'ouverture des frontières et des marchés et, dans le sillage de la crise de la zone euro, l'insistance draconienne sur les politiques d'austérité l'ont facilement dépeinte comme une entrave technocratique à l'autodétermination démocratique. Ce sentiment a été clairement résumé dans le slogan pro-Brexit, « Take back control » (Morton 2023; Watt 2016). Il est intéressant de noter que Larry Bartels affirme que la

soi-disant « vague » de populisme a moins à voir avec un changement radical d'opinion parmi les électeurs démocratiques qu'avec les actions stratégiques des entrepreneurs et des élites politiques (Bartels 2023). Quoi qu'il en soit, le succès apparent des acteurs populistes s'est accompagné d'une volonté des partis politiques de tout le spectre d'adopter des positions similaires de scepticisme à l'égard de l'immigration et des organes supranationaux - ou du moins de minimiser leur soutien.

À gauche, ces développements dans le domaine politique s'accompagnent d'une autre évolution : le retour du capitalisme en tant que lieu central de conflit et de critique politiques. Depuis la fin des années 1970, ceux qui portent l'héritage de la Nouvelle Gauche se sont montrés insatisfaits de l'économisme obstiné des cadres marxistes traditionnels, se tournant plutôt vers le poststructuralisme, l'analyse du discours et les approches agonistiques, mieux à même de saisir l'oppression fondée sur des catégories non économiques telles que la race, le genre, la sexualité ou l'identité. Bien que ces écoles critiques remettent également en question les versions plus abstraites et fortement universalistes de la pensée cosmopolite, elles restent compatibles avec d'autres versions qui célèbrent la diversité, l'hybridation et les revendications politiques transnationales « d'en bas » (Ingram 2013). Du point de vue d'une critique émancipatrice fondée sur l'autonomie et la multiplicité des identités, les appels à la conscience cosmopolite pouvaient être opposés à des formes de solidarité fondées sur des conceptions oppressives de la culture, de l'ascendance ou de la tradition nationales.

La crise de 2008 a ramené le capitalisme sur le devant de la scène (Fraser 2014). Il s'agit d'une évolution positive, mais ses implications pour le cosmopolitisme sont ambivalentes. La critique cosmopolite s'attaque au pouvoir oppressif de l'État souverain westphalien en tant que garant du privilège culturel de la majorité, de l'homogénéisation des établissements d'enseignement et de l'exclusion de la citoyenneté ; mais pour les critiques du capitalisme (nonobstant les anarchistes), seul l'appareil étatique le plus robuste revendiquant une légitimité démocratique offre l'espoir de s'opposer aux forces de la marchandisation, de l'exploitation et de l'accumulation. Les premiers ciblent donc ce que les seconds jugent indispensable. Le fait que les colporteurs du néolibéralisme défendent également l'affaiblissement du pouvoir de l'État et l'ouverture des frontières - se parant souvent de la rhétorique de la libération « cosmopolite » (Sørensen 2016) - n'arrange certainement pas les choses. Alors

que les menaces posées par le néolibéralisme se font plus pressantes, les objections cosmopolites au nationalisme et à l'État westphalien semblent moins urgentes. Pour les progressistes économiques, des keynésiens aux marxistes, le cosmopolitisme devient une priorité moindre, voire une chose à laquelle il faut s'opposer catégoriquement.

C'est pourquoi un chœur de plus en plus nombreux a exhorté la gauche à dissocier ses ambitions émancipatrices du cosmopolitisme. Bill Mitchell et Thomas Fazi (2017) soutiennent que l'attrait du cosmopolitisme joue un rôle important dans la déresponsabilisation de la gauche au cours des dernières décennies. Selon eux, en embrassant le cosmopolitisme, la gauche cède au populisme réactionnaire l'outil politique clé pour combattre l'excès néolibéral - l'État westphalien - et se met involontairement dans une position où elle doit défendre le statu quo mondialisé. Mitchell et Fazi insistent sur le fait que tout programme politique de gauche doit être sans équivoque centré sur l'État : « Il n'est pas difficile de voir que si le changement progressif ne peut être mis en œuvre qu'au niveau mondial ou même européen - en d'autres termes, si l'alternative au statu quo offerte aux électeurs se situe entre le nationalisme réactionnaire et le mondialisme progressiste - alors la gauche a déjà perdu la bataille » (Mitchell et Fazi 2017: 12). J. W. Mason est tout aussi direct sur le fait que, dans le monde post-2008, une position de gauche soutenant le cosmopolitisme ou un internationalisme fort est tout sauf incohérente : « Par définition, toute lutte pour préserver la social-démocratie telle qu'elle existe aujourd'hui est une lutte pour défendre les institutions nationales » (Mason 2017: 32).

Un refrain courant est que l'idéalisme cosmopolite affiché par la gauche résultait d'un mélange de naïveté bien intentionnée et d'illusion crédule. Selon Wolfgang Streeck, l'un des grands coups idéologiques du néolibéralisme a été d'hypnotiser les progressistes en les amenant à associer la marchandisation transnationale à leurs idéaux plus larges d'émancipation : « Idéologiquement, la préemption politico-économique de l'État-nation - des institutions nationales démocratiques en faveur d'institutions supranationales technocratiques - utilise certaines connotations normatives positives de l'internationalisme, en particulier sur le site Internet de la Gauche.... Elle s'accompagne d'une dénonciation morale des frontières et du protectionnisme tout court au nom d'un cosmopolitisme mal compris, identifiant la « mondialisation “ à la libération, non seulement du capital, mais de la vie en général ” (Streeck 2016:

156). Selon Streeck, les gauchistes aux yeux brillants ont acclamé la marche de la mondialisation sur la fausse promesse qu'une « démocratie cosmopolite » suivrait assez tôt dans l'avenir et mettrait les marchés mondiaux au pas. En vérité, les gestes pseudo-démocratiques tels qu'un « Parlement européen » directement élu n'ont jamais été que des moyens de graisser les roues de la dépolitisation, de la marchandisation et de la technocratie (Streeck 2016: 156).

Turkuler Isiksel (2020) est plus charitable et nuancé. Ne voulant pas rejeter le cosmopolitisme de gauche comme un symptôme de distraction ou de crédulité, elle reconnaît dans le cosmopolitisme une aspiration justifiée à garantir et à maximiser une « liberté égale » pour toutes les personnes partageant la terre en commun. Le problème, selon elle, est la manière dont les partisans progressistes lient cette aspiration à un sentiment généralisé d'anti-nationalisme et d'anti-étatisme, qui glisse vers des jugements selon lesquels « tout transfert de pouvoir de l'État vers les institutions internationales doit être célébré comme un pas dans une direction cosmopolite » (Isiksel 2020: 216). Pour Isiksel, ce parti pris pour le supranational n'est pas justifié dans les termes mêmes du cosmopolitisme. Outre le fait que les institutions internationales ont montré qu'elles empêchaient l'exercice de l'autodétermination démocratique en imposant des mesures d'austérité, des programmes d'ajustement structurel et des conditions onéreuses dans les traités, le niveau supranational ne possède ni la légitimité ni la capacité infrastructurelle pour reprendre les fonctions de base de l'État westphalien dans le maintien des conditions de la liberté individuelle et collective. Quoi que l'on puisse dire pour ou contre la gouvernance supranationale, seuls les États sont en mesure de garantir une liberté égale à leurs citoyens.

Selon Isiksel, un cosmopolitisme véritablement engagé en faveur d'une liberté égale pour tous les individus ne devrait pas être lié à un arrangement institutionnel particulier ou à un champ juridictionnel. Il n'y a aucune raison conceptuelle pour qu'un gouvernement local ou étatique ne puisse pas donner à ses citoyens le pouvoir d'être des égaux ontologiquement sûrs et capables de légiférer eux-mêmes, tout aussi bien (ou même mieux) qu'un gouvernement supranational. Inversement, il n'y a rien dans le déclin du pouvoir des États souverains ou dans le transfert du pouvoir à des institutions supranationales qui marque un progrès vers une « constitution cosmopolite » si de tels changements dans les relations de pouvoir n'augmentent pas de manière palpable le pouvoir d'autolégislation et l'égalité démocratique de ceux qui sont

soumis. S'il s'avère qu'un système westphalien d'États souverains déglobalisé offre la meilleure garantie d'une liberté égale pour les citoyens, il s'agit alors de l'arrangement le plus « cosmopolite » que nous puissions espérer aujourd'hui.

Mais quelle est la viabilité d'une telle position économique étatiste pour reprendre le dessus sur le capitalisme en matière d'autodétermination démocratique ? Plus précisément, est-il viable, en tant qu'aspiration normative, pour les progressistes économiques d'abandonner les idéaux cosmopolites de coordination transfrontalière, de démocratie supranationale et de citoyenneté mondiale au profit de la réalisation d'une liberté égale par le biais d'institutions nationales ? À première vue, il semble évident qu'une stratégie étatiste westphalienne serait plus simple qu'une stratégie internationale, régionale ou mondiale. Les institutions nationales sont déjà difficiles à transformer ; toute stratégie internationale, régionale ou mondiale nécessiterait la transformation des institutions nationales et supranationales.

Mais il n'est pas aussi évident qu'il y paraît que la transformation nécessaire soit réalisable au seul niveau national sans qu'elle s'accompagne d'une transformation au niveau supranational. Pour qu'une telle stratégie étatiste westphalienne fonctionne, elle doit supposer que les États possèdent les niveaux nécessaires d'autonomie d'allocation. Les États doivent pouvoir déterminer comment structurer leurs relations de production et de distribution, allouer les ressources et fixer les priorités à l'intérieur de leurs frontières ; en outre, ils doivent pouvoir le faire tout en conservant l'autosuffisance nécessaire pour résister aux objections et à l'opposition étrangères et, si nécessaire, refuser la coopération, le commerce ou l'investissement extérieurs sans causer de dommages substantiels au bien-être de leurs propres populations.⁵

La plupart des économistes étatistes savent que l'apogée de la social-démocratie européenne a été rendue possible par des circonstances uniques. Cette période s'est caractérisée par des niveaux de croissance économique exceptionnellement élevés après les destructions massives des deux guerres mondiales et de la Grande Dépression, et c'est dans ce contexte de forte croissance que le fameux « compromis » entre le capital et le travail a pu prendre forme. Selon Thomas Piketty, la spirale des inégalités que nous associons à l'ère néolibérale n'est que le reflet d'un retour du capitalisme à sa forme historique. Cette amélioration des conditions économiques dans le Nord

global a été favorisée par la disponibilité de ressources bon marché provenant des périphéries coloniales et néocoloniales, notamment le pétrole (Piketty 2014; Streeck 2014).

Ni la forte croissance de l'époque, ni le recours sans scrupules à des ressources néocoloniales bon marché ne sont aujourd'hui des prémisses défendables du progressisme économique. Malgré cela, l'image du cadre « keynésien-westphalien » du milieu du XXe siècle reste le principal point de référence de la stratégie étatiste (Fraser 2009). La proposition de Streeck (2014) pour un « Bretton Woods européen » invoque explicitement cette période, même si Streeck est conscient de ses limites. Mitchell et Fazi (2017) affirment la nécessité d'un régime de souveraineté progressif pour rompre plus fermement avec la dépendance à l'égard de l'accumulation du capital qui a sous-tendu l'État-providence d'après-guerre et a permis son démantèlement dans les années 1970 ; cependant, ils présentent cet impératif comme étant plus conforme aux potentiels « radicaux » de la théorie originale de Keynes. Avec l'aide de la théorie monétaire moderne (MMT), leur vision est celle d'un retour en arrière sur la mondialisation néolibérale afin de reconstituer le cadre keynésien-westphalien en termes post-capitalistes.

Pourtant, le contraste entre un ordre keynésien-westphalien d'entités politiques souveraines et un ordre néolibéral-mondialisé de marchés transnationaux est trompeur. D'une part, les critiques du néolibéralisme ont raison de souligner que la mondialisation n'est pas inévitable. Au plus fort de l'esprit cosmopolite des années 90 et 2000, les prophètes de la nouvelle ère mondiale ont affirmé que, alors que les sociétés du passé pouvaient se gouverner elles-mêmes à l'intérieur de frontières bien définies, les forces inexorables du développement et de l'interconnexion ont amené le monde à un point où cela n'est « plus » possible. L'expression « ne plus » était un pilier de la rhétorique de la mondialisation : « participer à l'économie mondiale n'est plus un choix mais une nécessité » (Spero 1996) ; « les communautés politiques et les civilisations ne peuvent plus être caractérisées simplement comme des “mondes discrets” » (Held et McGrew 1998...) ; « les États individuels ne peuvent plus être considérés comme des entités distinctes » (Spero 1996...) ; « les États ne peuvent plus être considérés comme des entités distinctes » : 234) ; « les États individuels ne peuvent plus protéger adéquatement leurs citoyens des effets externes des décisions prises par d'autres acteurs » (Habermas 2003: 90) ; « de nombreuses visions anciennes de l'arrangement westphalien ne sont

plus viables » (Ip 2010: 637). L'omniprésence de ces déclarations sur le « ne plus » a donné à la mondialisation des airs de fait accompli - le produit d'un esprit objectif mondial dont la réalité doit être prise en compte, mais qui est fondamentalement incontestable.

En réalité, ce processus n'a rien d'inéluctable - ou du moins, la notion d'« inéluctabilité » est exagérée. Dans les années qui ont suivi la crise de 2008, les flux de capitaux transfrontaliers ont chuté de 65 % (Lund et al. 2017). Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et le quasi-retrait des États-Unis de l'OMS (sans parler des précédents désaccords sur la CPI et les traités de Kyoto) démontrent la dépendance de la coordination supranationale à l'égard des changements dans les priorités politiques et l'humeur politique. Les frontières internationales se sont refermées lors de la pandémie de COVID-19, tandis que la guerre en Ukraine a bouleversé des accords commerciaux et des chaînes d'approvisionnement longtemps considérés comme acquis. Comme l'observent les critiques, la mondialisation telle que nous la connaissons a toujours été mieux caractérisée comme un projet politique destiné à promouvoir les intérêts de certaines élites dans les pays de l'OCDE que comme une agglomération de forces historiques anonymes ; elle a nécessité l'habilitation d'institutions clés, telles que le FMI et l'OMC, et une infrastructure juridique construite pour la sécurité du commerce, des flux de capitaux et des droits de propriété à travers les frontières (voir Gill et Cutler 2014; Harvey 2003). Les bouleversements politiques peuvent modifier radicalement sa trajectoire, voire l'inverser (Kornprobst et Paul 2021; Paul 2023).⁶

D'autre part, si les critiques étatistes rejettent à juste titre les conclusions de ce récit standard de la mondialisation, ils se laissent trop facilement séduire par ses prémisses. Si la rhétorique du « plus jamais ça » a donné un sentiment exagéré d'inévitabilité, elle a également donné un sentiment tout aussi exagéré de contraste entre l'ère westphalienne et l'ère postwestphalienne. La division nette du monde en autarcies souveraines a toujours été une fiction, en particulier en ce qui concerne l'économie politique transnationale. Des leaders anticoloniaux tels que Kwame Nkrumah, Franz Fanon et Amílcar Cabral ont utilisé le terme « néocolonial » pour décrire non pas le néolibéralisme naissant des années 1980, mais l'ordre mondial des années 1960 - l'ère de Bretton Woods. Comme l'explique Adom Getachew, « [l]a mondialisation économique contemporaine doit être située dans la longue histoire d'une économie mondiale impériale ». La densité, la vitesse et l'impact des flux mondiaux qui

ont émergé des premières rencontres coloniales dans les Amériques étaient déjà planétaires au quinzième siècle et ont restructuré les relations politiques et économiques au sein et au-delà du monde atlantique » (Getachew 2019: 32).

Si ce que nous appelons « mondialisation » représente effectivement une augmentation de certaines formes d'intégration, une meilleure description que simplement « plus » d'intégration serait une intégration structurée différemment. Même s'il est tentant de considérer les États comme des entités d'abord constituées en tant qu'unités autonomes, puis interagissant les unes avec les autres sur la scène internationale, les niveaux international et national ont toujours été co-constitutifs, profondément imbriqués et politiquement organisés. Il est important de noter que les possibilités d'« autodétermination nationale » d'une entité politique donnée ont toujours dépendu de la nature des structures plus larges du système international et de la position de chacun au sein de ce système. Ainsi, au milieu du siècle, les dirigeants d'Afrique et des Caraïbes pensaient que les États nouvellement indépendants du Sud ne parviendraient jamais à une véritable autodétermination sans une transformation radicale du système international - qui impliquerait de solides mécanismes de redistribution économique mondiale ainsi que des institutions démocratiques fortes pour la gouvernance régionale et supranationale (Getachew, 2019). L'idée que les États ont toujours coexisté dans un « état de nature » international régulé par des institutions faibles ou inexistantes n'est pas seulement un mythe, c'est aussi un outil idéologique du libéralisme capitaliste. Ce type d'ontologie sociale méthodologiquement nationaliste fait commodément abstraction de la longue histoire des relations impériales mondialisées qui ont toujours régi la manière dont les sociétés peuvent fonctionner en leur sein (Táíwò 2022: 101). Elle donne au Nord global une façade derrière laquelle il peut minimiser ou dissimuler les façons dont il continue d'exploiter le Sud global, tout en insistant sur le fait que ces derniers sont des nations indépendantes responsables de leur propre bien-être.

En effet, assimiler le rejet de la mondialisation néolibérale à un rejet de l'internationalisme fort tout court, c'est mal interpréter le programme politique qui sous-tend le tournant néolibéral. La crise de la dette souveraine du début des années 1980 n'a pas seulement permis aux États-Unis d'habiliter le FMI en tant qu'outil de pilotage néolibéral ; elle leur a également permis d'écarter et d'exclure des voies plus démocratiques de coordination internationale. Le débat de la fin des années 1970 sur le Nouvel ordre économique international

(NOEI), un programme d'arrangements économiques keynésiens et de redistribution entre le Nord et le Sud, est emblématique à cet égard (Moyn 2018). Ce programme visait précisément à faire avancer le type de transformation du système international nécessaire pour égaliser les capacités d'autodétermination réelle de tous les pays. Malgré l'accent mis sur la souveraineté et l'égalité souveraine de tous les États (ou plutôt à cause de cela), la NIEO a mis l'accent sur « la réalité de l'interdépendance de tous les membres de la communauté mondiale » et a appelé à un rôle élargi des Nations Unies pour « traiter les problèmes de coopération économique internationale de manière globale et assurer de manière égale les intérêts de tous les pays » (Nations Unies 1974). Selon Getachew, l'Assemblée générale des Nations Unies serait essentiellement réimaginée en tant que corps législatif mondial pour le nouvel ordre international égalitaire (Getachew 2019: 99-100, 162-3). Cette proposition a été fortement défendue par les États postcoloniaux, dont le nombre rapidement croissant dans les années 1960 et 1970 leur a permis de devenir majoritaires à l'Assemblée générale - au grand dam des responsables américains, qui ne trouvaient pas la structure démocratique de l'ONU attrayante lorsqu'ils ne contrôlaient pas l'ordre du jour (Franczak 2019: 880).

La crise de la dette du début des années 1980, elle-même déclenchée en partie par des décisions de la Réserve fédérale américaine, a suffisamment affaibli le pouvoir diplomatique du Sud pour permettre au Nord de supprimer l'ONIE. À partir de ce moment, les États-Unis et le Royaume-Uni ont réussi à déplacer le centre de pilotage diplomatique de l'ONU vers des instruments plus oligarchiquement administrés tels que le FMI, la Banque mondiale et, finalement, l'OMC. Ce changement de stratégie s'est accompagné d'une nouvelle insistance sur l'idée que, quoi qu'il ait pu se passer dans le passé, la situation politico-économique de tout État anciennement colonisé est « de leur propre fait et de celui de personne d'autre » (Moynihan 1975). La bataille autour de l'ONIE a suivi l'embargo de l'OPEP et a mis en évidence la montée en puissance du G-77. Ce faisant, elle a suffisamment ébranlé l'establishment américain pour permettre l'ascension des penseurs néolibéraux et néoconservateurs dans les cercles politiques de l'Atlantique Nord - avec leur vision dé-démocratisée et libre-échangiste de l'économie politique internationale, leur scepticisme à l'égard de l'ONU, leur compréhension formaliste de la souveraineté et leur conception étroitement circonscrite des droits de l'homme (Franczak 2019). Aucun État riche du Nord n'était responsable du bien-être d'un État postcolonial ; aucun État postcolonial ne

pouvait prétendre à la richesse d'un État du Nord. Au contraire, tous les États devaient être considérés comme souverains, indépendants et responsables de leur propre économie, et aucune organisation internationale n'était autorisée à remettre en cause ce point de vue.

Dans la brèche d'une démondialisation réellement existante

On pourrait accepter ce qui précède et continuer à soutenir qu'un système étatique westphalien fermé est mieux à même de résister aux impératifs de l'accumulation du capital qu'un système plus mondialisé. Mais cette affirmation repose sur des conceptions erronées non seulement des exigences d'une véritable autodétermination nationale, mais aussi de la logique structurelle du système westphalien. D'ores et déjà, le tournant postcosmopolite actuel montre des signes de réapparition de dynamiques qui, bien qu'elles se soient atténuées au cours des dernières décennies, ont donné le tempo du système westphalien depuis ses débuts.

La fin de la guerre froide dans les années 1990, en plus d'assurer l'hégémonie du « consensus de Washington », était également censée mettre fin à des siècles de Realpolitik armée entre les principales puissances militaires. Depuis le début de la période moderne, les États européens se sont affrontés dans le cadre de processus rivaux de renforcement militaire continu ; ces processus ont été alimentés et utilisés pour étendre la portée de leurs apports coloniaux respectifs de richesses et de ressources. Dans la seconde moitié du XXe siècle, ces rivalités entre grandes puissances se sont transformées en un face-à-face entre deux superpuissances nucléaires et leurs alliés. Lorsque l'URSS s'est désintégrée en 1992, l'idée s'est répandue que la nouvelle ère mondiale n'apporterait pas seulement la victoire finale du libéralisme, mais aussi un changement fondamental dans le caractère de la politique internationale. Les guerres ne prenaient plus la forme d'armées organisées se disputant un territoire, mais de conflits civils ponctués d'interventions humanitaires. Comme le note Mary Kaldor (2007), même le langage de la théorie de la guerre juste, largement défini en termes de droit d'une puissance souveraine à rechercher la victoire contre un rival, commençait à sembler désuet et inadapté au nouveau paysage. Les actions militaires étaient désormais mieux comprises dans le contexte de l'application de la loi ou du maintien de l'ordre que dans celui des idées clausewitziennes de la guerre. Dans cette nouvelle ère, la guerre n'était plus (officiellement) un moyen de poursuivre ou de protéger ses intérêts

politiques contre un adversaire stratégique ; au contraire, l'avènement de la guerre en tant que telle devait être considéré comme un problème collectif pour la communauté mondiale.

Lors de l'invasion de l'Irak en 2003, les dirigeants américains et britanniques ont encore ressenti le besoin d'habiller leurs ambitions impériales de la rhétorique de la sécurité mondiale et de la construction de la démocratie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 ne fait pas vraiment semblant, le conflit qui s'ensuit avec l'Ukraine et (par procuration) l'OTAN ressemblant davantage à une franche compétition pour le Lebensraum entre blocs de pouvoir. Dans la mesure où l'implication de l'Occident peut être considérée comme l'expression d'un engagement sincère en faveur des idéaux d'un ordre mondial libéral, ces idéaux apparaissent de plus en plus comme une opinion dominante parmi d'autres. Pendant ce temps, la Chine - moins agressive que la Russie mais plus expansive - continue à construire des sphères d'influence en Asie et en Afrique au moyen de son initiative « la Ceinture et la Route » et de programmes connexes. Le langage du libéralisme universel émanant de l'Atlantique Nord depuis les années 1990 se provincialise à mesure que l'ordre post-guerre froide dirigé par les États-Unis se fragmente progressivement en une nouvelle ère de rivalité entre grandes puissances.

Toute idée selon laquelle un système westphalien démondialisé peut protéger les sociétés démocratiques des incursions du capital mondial doit d'abord supposer qu'un système lâche de normes internationales et d'institutions faibles suffira à restreindre les visées impériales des grandes puissances occidentales et non occidentales. Il faut supposer que les empiètements sur l'autodétermination démocratique qui prennent actuellement la forme d'obligations conventionnelles onéreuses, de conditions de prêt et de programmes d'ajustement structurel ne referont pas surface sous la forme de caractéristiques plus belliqueuses qui ont été enracinées dans la dynamique du système étatique westphalien depuis le début. Certes, ces caractéristiques belliqueuses n'ont jamais complètement disparu et l'on peut débattre de la mesure dans laquelle l'ère de l'après-guerre froide a été véritablement « plus pacifique ». Le point important est que la présence de ces caractéristiques ne dépend pas du néolibéralisme ou de la mondialisation, mais plutôt d'une affinité élective profondément ancrée entre les modes d'accumulation capitalistes et l'État souverain de Westphalie.

J'utilise le terme wébérien d'« affinité élective » parce qu'il ne s'agit pas tant d'une relation causale que d'une tendance qui se renforce mutuellement. Mon argument est que l'État de Westphalie et le système étatique dans lequel il est intégré génèrent des problèmes fonctionnels pour lesquels le capitalisme s'offre comme la solution la plus rapide. Non seulement cela, mais le capitalisme crée ses propres problèmes qu'il fait peser sur l'État de Westphalie, et il le fait d'une manière qui exacerbe ces problèmes fonctionnels qui rapprochent l'État du capitalisme. Cette affinité est donc double. D'une part, elle concerne les impératifs expansionnistes du capitalisme qui, lorsqu'ils sont enveloppés dans l'armure de l'État souverain, prennent historiquement la forme d'un impérialisme belliqueux et d'une rivalité inter-impériale (a). D'autre part, elle concerne également les impératifs extractivistes et accumulationnistes tout aussi importants du système étatique westphalien en tant que tel, qui sont régis par des cycles de mobilisation compétitive des ressources entre les États (b). Ensemble, les deux aspects de cette affinité élective compromettent la capacité de tout État à soumettre politiquement le pouvoir du capital d'une manière que les économistes étatistes d'aujourd'hui ne parviennent pas à apprécier.

Re (a) : On attribue depuis longtemps au capitalisme un élan interne vers l'expansionnisme. Bien que les récits puissent différer dans les détails techniques, la thèse générale défendue par Rosa Luxemburg et reprise aujourd'hui par des auteurs tels que David Harvey, Jason W. Moore et Nancy Fraser est la suivante : La demande économique est vouée à se heurter périodiquement à des limites, tandis que la dynamique de la concurrence dans le cadre de la « perpétuelle tempête de destruction créatrice » (Schumpeter) exerce des pressions à la baisse sur les marges bénéficiaires qui ne peuvent pas toujours être compensées dans le cadre des marchés existants. Ces limites et ces pressions poussent les économies à rechercher de nouvelles sources de demande et/ou de nouveaux réservoirs de main-d'œuvre et de matériaux bon marché pour réduire les coûts de production (Luxemburg 2003 [1913] ; Harvey 2003; Moore 2015; Fraser 2022; voir également Arendt 1968 [1951], en particulier la deuxième partie). Parfois, cet objectif peut être atteint au niveau national, du moins en partie : dans le cadre du keynésianisme, il peut s'agir de mesures et de dépenses gouvernementales visant à soutenir la demande ; dans le cadre du néolibéralisme, il peut s'agir de déréglementation et d'assouplissement des protections du travail, ainsi que de formes « créatives » de financiarisation, y compris des instruments d'endettement à bon marché

(Crouch 2009). Mais les solutions nationales restent au mieux temporaires et insuffisantes alors que les exigences de la croissance capitaliste continuent de s'étendre. Les économies capitalistes doivent se tourner vers l'extérieur, vers de nouveaux marchés et de nouvelles voies d'accès bon marché aux ressources humaines et matérielles.

Historiquement, cette expansion vers l'extérieur repose sur des stratégies d'« expropriation » ou de « dépossession », dans lesquelles les puissances capitalistes utilisent des moyens coercitifs pour prendre le contrôle des économies locales et pour siphonner la valeur de la périphérie mondiale. Jusqu'au XXe siècle, cette stratégie a pris la forme de l'impérialisme : les grandes puissances ont utilisé leur puissance militaire pour imposer des « sphères d'influence » sur des territoires étrangers ou pour les conquérir purement et simplement. À la fin du XXe siècle, la stratégie d'assujettissement militaire manifeste a (quelque peu) reculé au profit d'un complexe onéreux mais plus subtil de légalisme, d'obligations conventionnelles et de contrôle économique, qui entretiennent des relations d'intégration et d'échange inégales sous l'égide de la puissance douce de l'Atlantique Nord (Gill et Cutler 2014).

Les partisans de l'étatisme économique progressiste appellent à un renoncement à ce complexe de soft power, mais ce qui est censé le remplacer est loin d'être clair. Il est peu probable que les États les plus riches et les plus puissants acceptent de jouer les gentils et renoncent volontairement à leurs leviers de puissance dure et douce. Si l'histoire moderne nous enseigne quelque chose, c'est que les grandes puissances trouvent souvent des options plus lucratives que des conditions commerciales équitables.

À mesure que l'hégémonie américaine s'estompe et que le libéralisme perd son statut d'idéologie par défaut des relations internationales, un scénario plus probable que la réalisation spontanée de l'égalité souveraine est la fragmentation de l'ordre mondial en une poignée de blocs de puissance plus ou moins impériaux. Dans un tel scénario, la meilleure option que les États faibles puissent espérer est de pouvoir choisir le bloc sur lequel s'aligner et de disposer d'un minimum d'influence pour négocier des accords qui soient marginalement moins exploitants qu'ils ne le seraient autrement. En revanche, il ne sera pas possible de se détacher véritablement de l'économie mondiale, d'autant plus que les crises écologiques croissantes continuent d'empiéter sur les modes de vie. Les pays du centre et de la périphérie se retrouveront à la

recherche de ressources dans les décennies à venir ; à la suite de siècles d'expropriation, les États anciennement colonisés n'ont pas les infrastructures politiques, épistémiques et matérielles⁷ pour s'adapter ou atténuer les effets de la montée du niveau des mers, des températures extrêmes, de la férocité du climat, de la baisse de la qualité de l'air, de la perte de terres arables, de l'épuisement des biens communs, des déplacements de population, de l'émigration massive et de l'instabilité sociale qui découlent du changement climatique. Leur position de vulnérabilité écologique et sociale garantit leur vulnérabilité politique, économique et militaire continue face à des États puissants intéressés par l'extraction de lithium, de cobalt et d'autres éléments terrestres pour les batteries et l'électronique ou par l'installation d'opérations polluantes qui ne sont plus autorisées dans le noyau capitaliste. Notre époque actuelle d'« extractivisme vert » et de « paradis de la pollution » fait avancer la prochaine époque d'expansionnisme impérial compétitif.

Re (b) : On pourrait soutenir que les impératifs expansionnistes du capitalisme cesseraient d'être un problème si les États réussissaient à passer, un par un, à des modèles d'économie politique post-capitalistes ou post-croissance. Mais il est peu probable qu'un tel changement au coup par coup soit viable dans un système westphalien démondialisé caractérisé par un regain de bellicisme impérial. Cela nous amène à l'autre aspect de l'affinité élective entre le capitalisme et l'État westphalien, à savoir les impératifs extractivistes et accumulationnistes du système interétatique lui-même.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'idée d'un État limité, isomorphe, hermétiquement autonome, qui ne rencontre d'autres sociétés que de manière épiphénoménale, est une erreur méthodologique, qui plus est chargée d'idéologie. Les approches marxistes et des systèmes mondiaux ont reconnu que l'ordre mondial westphalien est systématiquement intégré d'une manière qui n'est pas reflétée par les images standard d'un « état de nature » ou d'une « anarchie » d'unités autonomes. Ces approches ont mis l'accent sur la manière dont l'ordre mondial est régi par des relations de production transnationales et les impératifs fonctionnels qu'elles génèrent. Mais il faut aussi tenir compte de la manière dont le système étatique westphalien, en tant que forme d'intégration du système, génère ses propres impératifs disciplinaires et fonctionnels qu'il impose aux différents États qui le composent.

Les États souverains coexistent dans un système médiatisé par des relations de force militaire. Indépendamment de la question de savoir si la guerre a réellement « fait » les États (selon la célèbre thèse de Charles Tilly), le processus de centralisation administrative et de bureaucratisation observé au cœur du système mondial entre le XVIIe et le XXe siècle a été fortement influencé par des postures réciproques de fabrication et de préparation de la guerre⁸. Aujourd'hui encore, les spécialistes des relations internationales parlent de « dilemme de sécurité », une dynamique similaire au dilemme du prisonnier dans lequel les États ressentent le besoin de renforcer continuellement leurs capacités militaires les uns contre les autres parce qu'ils ne peuvent jamais être certains des intentions futures des autres (Glaser 1997; Herz 1951; Jervis 1978; Tang 2009). Le dilemme de sécurité représente une instanciation d'un modèle plus large : les États dans un système westphalien ressentent une pression continue pour développer et étendre non seulement leurs pouvoirs militaires, mais aussi économiques et politiques, simplement pour préserver l'autonomie et le statut qu'ils ont dans le domaine international. Même si un État n'a pas d'ambitions agressives propres, le fait que d'autres États puissent nourrir de telles ambitions crée des impératifs de « suivi » qu'il est coûteux d'ignorer. Ces pressions sont plus prononcées pour les grandes puissances actuelles ou en devenir, mais elles peuvent également être ressenties par des États plus petits. Une dynamique de compétitivité pour le pouvoir et le statut a historiquement imprégné le système étatique westphalien (Waltz 1979).

Ce type d'accent mis sur les dynamiques de pouvoir et de politique a quelque peu perdu de son importance au cours des années 1990, alors que les pressions de la politique de puissance semblaient s'estomper au profit d'un ordre libéral « régi par des normes » et supervisé par l'hégémonie des États-Unis. Mais à l'heure où la rivalité entre grandes puissances réapparaît, nous ferions bien d'examiner ce qu'une résurgence de ces dynamiques - et les exigences fonctionnelles qu'elles imposent aux États constitutifs - signifierait pour le progressisme économique. Le plus important est la façon dont ces dynamiques se traduisent par des impératifs de formes toujours croissantes d'extraction, d'accumulation et de croissance qui orientent les États vers le capitalisme. La sécurité dans un système étatique intégré par des rapports de force compétitifs dépend des capacités de l'État à extraire efficacement les ressources humaines et matérielles disponibles à l'intérieur de ses propres frontières territoriales (et souvent au-delà). Historiquement, c'est sur la base de ces impératifs d'extraction que nous voyons se développer bon nombre des instruments de

l'art de gouverner moderne, notamment la montée en puissance d'une bureaucratie centralisée dotée d'un corps professionnel de fonctionnaires qualifiés ; l'émergence de registres statistiques, de recensements et de cartographies (pour collecter des connaissances sur le territoire et sa population) ; l'élaboration de normes d'identification et de documentation des citoyens (à des fins d'imposition et de conscription) ; et des systèmes d'émission régulière d'obligations et d'imposition (pour stabiliser les budgets publics, contrairement aux anciens systèmes d'emprunts occasionnels et de prélèvements en temps de guerre) (voir Giddens, 1985; Mann, 1993; Scott, 1993; Torpey, 2000; Milstein, 2015).

Le rôle de la monnaie en tant que moyen d'échange essentiel entre l'État et le reste de la société est remarquable dans le développement des édifices étatiques - en partie comme moyen de payer les fonctionnaires et le personnel militaire à plein temps, mais aussi comme moyen de collecter et de mettre en commun des fonds par le biais de l'emprunt et de l'imposition. Cette évolution s'est accompagnée d'une relation séculaire entre l'État et l'industrie financière : le premier compte sur la seconde pour assurer la stabilité des fonds ; en retour, l'État doit garantir sa propre solvabilité en contrôlant, par exemple, l'inflation et les dépenses (Thompson 2012: 65-8 ; Mann 1993: 483-90). Benjamin Constant (2011 [1816]) a salué la façon dont cet arrangement plaçait l'autorité de l'État « dans une position de dépendance ». Une telle relation ne peut que compliquer toute tentative de politique monétaire exigeant l'autonomie du pouvoir de l'État par rapport à la finance. Mais le rôle de la monnaie ne s'arrête pas là, car une économie basée sur la monnaie rend également possible des modes d'accumulation plus intensifs en capital qui peuvent être mis au service de la guerre, du développement des infrastructures et de la construction de l'État. Avec la différenciation fonctionnelle de l'État du reste de la société, la réservation de la force comme « moyen spécifique à l'État » donne le coup d'envoi d'un processus de rationalisation de plus en plus dépendant de modes d'approvisionnement et de production spécialisés et (depuis les années 1800) industrialisés (Weber 1946: 78 ; Milstein, 2015: 245). Charles Tilly a bien résumé ce processus en notant qu'au XIIIe siècle, n'importe quelle famille noble pouvait posséder des épées, mais que seul un État-nation moderne pouvait produire un porte-avions (Tilly 1990: 84). L'accumulation de capital soutient et développe la capacité de l'État à construire ses infrastructures de production et à les mettre au service de la guerre ou de toute autre priorité d'allocation.

Le plus important, cependant, est la façon dont les exigences technologiques, organisationnelles et capitalistiques de la concurrence interétatique soumettent les États - et plus encore les grandes puissances - à des pressions constantes en faveur de la croissance économique. Quels que soient les autres défauts que l'on puisse ou non attribuer au système soviétique, il n'a finalement pas pu suivre le « complexe militaro-industriel » de son rival hypercapitaliste. Les pressions en faveur de la croissance ne se limitent pas à l'arène militaire ; elles se répercutent dans toute la société par des besoins d'augmentation de la production générale, de développement des infrastructures, de moyens plus efficaces d'utilisation des ressources humaines et matérielles, et de moyens plus efficaces d'extraction de ces ressources. Les ressources sont, après tout, limitées ; un État compétitif doit être en mesure d'allouer suffisamment de ressources aux dépenses militaires tout en répondant aux autres besoins de l'État et de la société. Cela ne nécessite pas seulement une production et une technologie meilleures ou plus nombreuses. Il faut une main-d'œuvre suffisamment bien formée et une population valide. Il faut des infrastructures logistiques, des transports, des communications et des chaînes d'approvisionnement sûres. Il faut des centres de recherche et de développement. Cela s'ajoute aux besoins sociaux généraux en matière de reproduction (soins de santé, alimentation, éducation, etc.), qui sont ici sécurisés. Il faut également des moyens (monétaires et/ou coercitifs) pour se procurer à l'étranger ce qui ne peut être produit dans le pays. Par-dessus tout, il faut un moteur d'accumulation et de croissance du capital suffisamment robuste pour garantir les moyens de soutenir toutes ces exigences d'extraction et de production à long terme.⁹

En bref, un système westphalien défini par la rivalité des grandes puissances génère des impératifs qui ne peuvent être satisfaits que par la poursuite de l'extraction, de l'accumulation et de la croissance. Nous pourrions probablement ajouter la finance à cette liste. Le capitalisme se présente comme le moyen le plus efficace pour atteindre ces objectifs. Même les États qui se décrivent comme non capitalistes, tels que la Chine, se voient contraints d'adopter des stratégies capitalistes de production et de commercialisation dans leur quête de compétitivité. Et comme l'État s'appuie sur le capitalisme, le capitalisme s'appuie sur l'État avec ses propres impératifs expansionnistes, qu'il fait peser sur l'État pour qu'il fasse usage de son pouvoir militaire et de son pouvoir de persuasion à la recherche de nouveaux marchés et de nouvelles ressources. Le système étatique westphalien et le capitalisme créent ainsi une

relation d'extraction, d'accumulation, de croissance et d'expansion compétitives qui se renforcent mutuellement. Dans le passé, cette relation a donné lieu à des formes génocidaires d'impérialisme mondial qui ont culminé avec deux guerres mondiales et 40 ans d'impasse atomique. Aujourd'hui, nous pourrions bientôt assister à un renouvellement de cette relation dans un monde où les ressources naturelles se font de plus en plus rares et où les technologies de destruction massive (y compris les armes nucléaires) sont de plus en plus répandues.

Tout au long du XXe siècle, les guerres entre États industrialisés sont devenues de plus en plus dévastatrices. Les morts au combat des grandes puissances ont augmenté de manière exponentielle, atteignant une apothéose dans la « destruction mutuelle assurée » de la guerre froide ; dans le même temps, la concurrence entre États en est venue à englober des segments de plus en plus importants de la société, de plus en plus de domaines de la vie sociale étant classés par les États comme relevant de la « sécurité nationale » (Tilly 1990: 74 ; Hobsbawm 1994: 44-50 ; Scheuerman, 2000; Milstein, 2015: 262-3). Lorsque l'hostilité entre grandes puissances a diminué à la fin de la guerre froide, il est devenu populaire de réinterpréter cette dynamique comme une dynamique contingente - en insistant sur le fait que la façon dont les États interagissent est moins une question de préoccupations et d'intérêts matériels et plus une question de « normes » qui régissent le domaine international (voir, par exemple, Wendt 1999). Cette célébration du pouvoir des normes a facilité la vente des visions pseudo-cosmopolites de la « gouvernance mondiale sans gouvernement mondial » qui a structuré l'ordre néolibéral. Les institutions supranationales n'ont pas besoin de formes solides de légitimation démocratique ou d'autorité, car les réseaux d'ONG, les campagnes de dénonciation et la puissance douce des États démocratiques suffisent à maintenir la paix et à promouvoir la justice en construisant les normes de la société civile mondiale. Aussi naïves que ces hypothèses puissent paraître rétrospectivement, il existe un autre niveau d'hypothèses que nous devrions peut-être réexaminer aujourd'hui : à savoir que l'apparente « fin » de la rivalité entre grandes puissances annoncée au début des années 1990 ne représentait pas une transformation permanente de la politique interétatique mais un ensemble unique de circonstances temporaires qui s'éloignent aujourd'hui. Cette absence de conflit entre grandes puissances a subsisté parallèlement à l'apogée de l'hégémonie américaine, à l'universalité du libéralisme et à la montée en puissance de diverses institutions et régimes politiques de la

mondialisation. Alors que l'élan de la mondialisation se ralentit, que le libéralisme perd de son éclat et que les États-Unis perdent de leur autorité, il n'est pas évident de comprendre pourquoi la cessation des hostilités entre les grandes puissances se maintiendra néanmoins.

Toute tentative d'évaluer ce que l'avenir nous réserve est spéculative. Mais même si notre trajectoire actuelle est bien loin d'un retour aux conquêtes impériales et aux guerres mondiales, elle n'augure rien de bon pour les efforts centrés sur l'État visant à réclamer l'autonomie collective face au pouvoir du capital. Tout État qui veut résister aux marchés mondiaux tout en évitant la dépendance néocoloniale, l'embargo ou l'agression doit avoir la capacité de résister à la fois au pouvoir dur et au pouvoir doux des principaux États et institutions capitalistes. Un État qui n'a pas les moyens d'assurer son autosuffisance aura du mal à résister à la puissance douce des marchés mondiaux, car les grandes puissances continueront à contrôler les parts de marché, les alliances commerciales, les institutions de prêt et l'accès aux ressources. Dans le même temps, un État qui possède ces moyens d'autosuffisance - par exemple, sous la forme de ressources naturelles abondantes - aura également besoin d'outils pour résister au « hard power » des États capitalistes jaloux qui exigent un accès facile. Cela signifie qu'il faut jouer le jeu du développement de capacités et d'infrastructures défensives, avec tous les impératifs d'extraction, d'accumulation et de croissance qui en découlent.

Cela limite le type d'agenda économique progressiste qui peut être poursuivi dans un monde défini par la rivalité des grandes puissances. Peu de modèles semblent être proposés en dehors d'une version du keynésianisme national militarisé, d'un socialisme de marché commandé également militarisé et orienté vers la croissance, ou de la dépendance à l'égard de la protection militaire d'une plus grande puissance. Mais il est loin d'être évident que l'un ou l'autre de ces modèles soit viable à une époque de faible croissance et de diminution des ressources. De plus, ils impliqueraient presque certainement de laisser les pays du Sud en plan. En fin de compte, toute solution « progressiste » ou « de gauche » au problème du capitalisme mondial doit être posée au niveau mondial.

Vers un nouveau cosmopolitisme de gauche

Nous devons nous méfier des fausses dichotomies. L'objectif n'est pas de souligner les vertus cachées de la mondialisation néolibérale, et encore moins de minimiser la violence considérable qu'elle a infligée au Sud et aux communautés marginalisées du Nord. Il s'agit simplement de faire comprendre que l'État souverain de Westphalie n'est pas le refuge contre la violence capitaliste que les économistes étatistes supposent qu'il est. Je souscris ici à l'affirmation d'Isiksel selon laquelle la mesure de la politique cosmopolite n'est pas l'étendue de la juridiction institutionnelle, ni le fait d'être pour ou contre l'État en soi ; elle consiste plutôt en son aspiration à garantir une liberté maximale et égale pour les citoyens du monde. Je conviens également qu'il n'y a rien d'intrinsèquement cosmopolite dans les transferts de pouvoir du niveau national au niveau supranational. Il y a toujours de bonnes raisons de protéger l'autodétermination nationale et d'autres formes d'autonomie collective dans la mesure où elles sont compatibles avec ces objectifs d'égalité de liberté.

Cependant, même l'autodétermination au niveau des communautés nationales ou culturelles nécessite des structures de régulation au niveau supranational suffisamment fortes pour la garantir - pour garantir des relations d'intégration égale dans la communauté mondiale et protéger les communautés locales de l'exploitation, de l'expropriation et de l'incursion. Un tel projet d'intégration égale nécessiterait une restructuration majeure du système mondial actuel et probablement une redistribution substantielle des ressources pour permettre aux États du Sud de développer des capacités de véritable autodétermination. À cela s'ajoutent les niveaux massifs de coordination et de pilotage transnationaux nécessaires pour faire face aux effets du changement climatique, à l'épuisement des ressources, à l'altération des capacités de production alimentaire et à des migrations sans précédent. Par conséquent, il ne peut y avoir de vision progressiste économique de l'autodétermination démocratique qui n'embrasse pas également une certaine version du cosmopolitisme de gauche ou (si vous préférez) d'un internationalisme fort.

Mon objectif n'est pas de développer ici une théorie complète du cosmopolitisme de gauche, mais j'aimerais conclure par quelques réflexions préliminaires. Isiksel, à la suite de Kant, identifie les objectifs du cosmopolitisme avec la garantie d'une « liberté égale » pour toutes les personnes partageant la terre en commun. Je souscris à ce point de vue, mais il convient de le préciser un peu plus dans le contexte d'un programme « économique progressiste ». Ici, je considère qu'un tel programme consiste à

réaffirmer le contrôle démocratique collectif sur l'influence des marchés et l'allocation du capital. Certes, le progressisme économique concerne aussi souvent la garantie des niveaux de vie ou la limitation des inégalités ; ces éléments peuvent être considérés à la fois comme des conditions du contrôle démocratique (en tant que soutien à une forme décommodifiée de citoyenneté et à une voix égale) et comme ses conséquences (dans la mesure où la justice distributive exige une forme de direction politique capable de mettre les impératifs capitalistes au pas). Mais l'intérêt de la question de l'étatisme contre le cosmopolitisme, telle que nous l'avons formulée dans cet article, tourne principalement autour du meilleur cadre pour affirmer le contrôle démocratique collectif sur les marchés et le capital.¹⁰ Ce contrôle doit inclure une certaine mesure ou l'équivalent de l'autodétermination collective aux niveaux local et régional. Mais il doit également inclure des mécanismes garantissant que les relations de domination ou de dépendance ne se matérialisent pas entre les collectivités, et que les relations entre les collectivités sont elles-mêmes déterminées sur une base démocratique. En outre, il doit inclure des moyens pour l'inclusion égale des personnes qui ne trouvent pas leur place dans un collectif national, mais dont les mondes de vie et les plans de vie sont devenus « cosmopolites » par choix ou par circonstance (Beck 2006). Parallèlement à la triple division de Kant des relations légitimes en droit national, droit international et droit cosmopolite, nous pouvons dire aujourd'hui que le projet de réaffirmer le contrôle politique sur le capital doit être réalisé non seulement au sein des collectifs (c'est-à-dire au niveau national), mais aussi entre eux (au niveau international) et à travers eux (parmi les citoyens-travailleurs du monde, pour ainsi dire).

Il convient également de noter que j'utilise les termes « cosmopolitisme de gauche » et « internationalisme fort » de manière interchangeable. Certains peuvent être d'accord avec ma position mais continuer à faire la grimace devant le terme « cosmopolitisme » parce qu'il est trop chargé de connotations d'individualisme atomique et de perspectives des classes commerciales ; ou, si ce n'était pas le cas auparavant, on pourrait dire que son héritage a été entaché par son appropriation dans la rhétorique néolibérale ; ou, à tout le moins, qu'il implique une attitude niveleuse qui accorde trop peu d'attention aux besoins des communautés locales. À la place du cosmopolitisme, on pourrait préconiser l'« internationalisme » comme étiquette plus appropriée.

En réalité, les deux termes ont des connotations problématiques tout en soulignant les caractéristiques cruciales d'un projet progressiste. L'idéal de l'international a une histoire vénérable dans les cercles de gauche, et il réserve clairement un espace à l'autodétermination locale qui n'est pas toujours facile à localiser dans le cosmopolitisme. Mais historiquement, le terme « internationalisme » a été revendiqué autant comme un idéal libéral que comme un idéal de gauche, associé à Lord Palmerston, Woodrow Wilson et Bill Clinton aussi bien qu'à Marx et Trotsky. Le terme est également ambigu : si « international » peut se référer à une lutte commune entre les peuples, il peut également se référer à une confédération plus lâche de luttes essentiellement distinctes et définies au niveau national. L'une des préoccupations classiques concernant ce dernier cadre (qui remonte à la Deuxième Internationale) est que la définition de la lutte sociale selon des lignes nationalistes affaiblit l'unité de la classe ouvrière, la rendant vulnérable à la manipulation et à la division à la demande des bourgeoisies nationales (Worth 2019). Cette préoccupation reste pertinente aujourd'hui.

Il y a de multiples façons dont les cadres nationalistes ne capturent pas de manière fiable les relations économiques et culturelles réelles qui définissent le travail mondial. Définir les luttes en termes nationaux peut indiquer un statut privilégié pour ceux qui s'identifient comme des membres « à part entière » de la nation, et nous avons d'ailleurs déjà vu un certain nombre de personnalités de centre-gauche et même de gauche adopter des positions anti-immigration dans le cadre de leurs agendas » progressistes ». Le cadre national occulte la manière dont les travailleurs « indigènes » et « étrangers » sont assujettis à la même machine capitaliste et ferme les canaux permettant de faire cause commune. En outre, de nombreuses fractions de la main-d'œuvre mondiale ne correspondent tout simplement pas au cadre national. Le travailleur migrant qui passe la moitié de l'année aux États-Unis et l'autre moitié au Mexique, la jeune fille au pair philippine à Oslo, le travailleur maritime qui passe 18 mois d'affilée sous des « pavillons de complaisance », le Sud-Asiatique à qui l'on a retiré son passeport dans un camp de travail à l'extérieur de Dubaï, la travailleuse du sexe victime de la traite des êtres humains à Berlin, sans parler des millions de réfugiés déplacés par des guerres inter-impériales par procuration et des économies asséchées par la prédation néocoloniale - ces personnes ne correspondent pas au profil classique d'une « classe ouvrière nationale », et pourtant elles sont des produits emblématiques d'un système

capitaliste mondial dont l'armée de réserve de main-d'œuvre s'est depuis longtemps cosmopolitisée. À la suite de Silvano Santiago (2017), nous pourrions parler ici du cosmopolitisme des pauvres.

Certes, le terme « internationalisme » n'a pas à connoter un nation-centrisme problématique ; et si nous devons ressusciter le terme « cosmopolite », sa valeur doit être clarifiée. Pendant une grande partie de l'esprit de l'après-guerre froide, la valeur émancipatrice de la pensée cosmopolite a été confondue avec le cosmopolitisme des riches. Prenant les excès du nationalisme et de l'exclusion des 19e et 20e siècles comme point de départ normatif, ce courant de pensée a considéré que la rupture avec les cadres nationaux était intrinsèquement émancipatrice. Le problème est que les expériences réelles identifiées avec cette version de l'émancipation tendent en pratique à être typiques de certaines classes de cols blancs. Le cosmopolitisme des riches offre non seulement une vision unilatérale du cosmopolitisme, mais aussi une vision déformée de son potentiel émancipateur - comme si la libération consistait à rendre accessibles à tous les joies des voyages de conférences universitaires ou des réunions Zoom depuis Bali (Mendieta 2009).

Pour ceux qui ne font pas partie de ces classes, les choses sont plus ambivalentes. Loin d'être une expérience de libération, la cosmopolitisation de la vie sociale est souvent vécue comme une perturbation, un déplacement, une aliénation et une perte (Santiago 2017). L'« hybridation des identités » célébrée par les observateurs libéraux des quartiers ouvriers multiculturels de Londres et des pays en développement comme le Ghana et le Brésil est davantage motivée par l'adaptation et le besoin que par un quelconque idéal de découverte de soi. Et pourtant, c'est au niveau et à travers la compréhension de ce type de cosmopolitisation ambivalente que nous arrivons à la nécessité d'une perspective critique qui adopte un point de vue cosmopolite.

Un programme de gauche cosmopolite/fortement internationaliste exige une sensibilité aux besoins d'autodétermination collective et de main-d'œuvre cosmopolite. Dans les deux cas, il faut affronter le capitalisme mondial d'un point de vue global et, à ce titre, ce ne sont pas des institutions de gouvernement supranational plus faibles qui sont nécessaires, mais des institutions plus fortes. Un tel projet requiert la capacité de soutenir une véritable autodétermination collective, pas seulement au sens formel du droit international néolibéral, ni au sens nationaliste d'exclusion soutenu par les

populistes de droite, mais au sens où les citoyens de chaque pays disposent des pouvoirs maximaux pour organiser démocratiquement leur mode de vie d'une manière cohérente avec les pouvoirs égaux de tous les autres pays de faire de même. Cela nécessite également des capacités à protéger les droits de l'homme, non pas dans le sens minimaliste actuel (largement inefficace), mais dans le sens d'une capacité à garantir les droits du travail, la sécurité ontologique et la voix démocratique pour la part croissante de la main-d'œuvre cosmopolite qui ne correspond pas à l'image d'une classe ouvrière nationale.

Bien qu'il ne soit pas possible d'entrer dans les détails ici, nous pouvons mettre en évidence quelques conditions institutionnelles. Il s'agit notamment du pouvoir de soumettre les marchés et les institutions de crédit à un pilotage et à une réglementation politiques solides, et peut-être même de tracer et de taxer la richesse mondiale (cf. Piketty 2014: Ch. 15). Il faudrait également des pouvoirs pour rectifier les injustices historiques et établir des conditions d'égalité souveraine par le biais de réparations et de transferts redistributifs entre le centre et la périphérie. Parce que ses exigences institutionnelles sont plus fortes que celles des organes gouvernementaux supranationaux existants, il en va de même pour ses exigences en matière de légitimité démocratique - y compris une assemblée législative et un exécutif mondial élus. Cela s'explique en partie par le fait que la capacité d'en faire plus s'accompagne d'un fardeau de légitimation plus élevé. Mais il s'agit également d'une condition nécessaire (bien que non suffisante) pour se protéger contre les diverses formes d'appropriation par les élites et les technocrates qui dominent les organes supranationaux actuels. Une démocratie véritablement cosmopolite ou internationaliste ne peut s'appuyer simplement sur l'intégrité des procédures formelles ou sur des conceptions douteuses de la « légitimité de sortie » ; elle doit plutôt être capable d'organiser et de canaliser le pouvoir collectif des citoyens et des peuples du monde (Klein 2022).

Un tel projet est certainement intimidant. On pourrait être pardonné de penser qu'il est trop intimidant, ou que le retour de la rivalité entre grandes puissances n'est qu'une preuve supplémentaire que les visions de la démocratie supranationale ou du progressisme économique mondial sont chimériques.¹¹ Mais le capitalisme est au cœur d'un système mondial, et son pouvoir systémique conserve son emprise sur les pays, que le système environnant soit défini davantage par des institutions de marché néolibérales ou par des frontières souveraines strictes. La crise climatique imminente ne fait que

rendre l'étendue du système et ses effets plus immédiats, forçant les peuples du monde à se rapprocher même si des forces politiques les éloignent les uns des autres. En fin de compte, il n'est pas possible de se détacher de la planète. S'il est une idée plus chimérique que celle d'affronter ce système à l'échelle mondiale, c'est bien l'idée que des pays isolés puissent prendre le dessus sur ce système dans d'autres circonstances.

Remerciements

Des versions antérieures de cet article ont été présentées à l'atelier 2023 ECPR Joint Sessions Workshop on 'Cosmopolitanism' et à la Conférence sur la philosophie et les sciences sociales à Prague. Je tiens à remercier Ilaria Cozzaglio, Eduardo Mendieta, Miriam Dajczgewand Świątek Milstein, Andy Shorten, Asger Sørensen, Jakub Szczepański, l'éditeur et un évaluateur anonyme pour leurs commentaires utiles, leurs discussions et leurs encouragements.

Notes de bas de page

1. Voir Mearsheimer (1995) pour une déclaration classique, ainsi que, par exemple, Grieco (1988) et Jervis (1999). Il convient de noter que la plupart des réalistes ne s'adressent pas directement aux penseurs cosmopolites, mais à divers courants de l'internationalisme libéral ou de l'institutionnalisme, bien que leurs critiques s'étendent également à la pensée cosmopolite - mais voir la critique de Zolo (1997) sur la « cosmopolis ». Il convient également de noter que tous les réalistes ne sont pas opposés à la transnationalisation de la politique en tant que telle ; pour un argument défendant la compatibilité du réalisme et du cosmopolitisme, voir Scheuerman (2011).

Aller à la note de bas de page

2. Cette critique s'articule autour de plusieurs axes. L'un d'eux accroche l'(im)possibilité d'une politique démocratique au-delà de l'État-nation à l'existence de liens culturels communs et au sentiment d'une « communauté de destin » qu'elle construit parmi les co-nationaux (Miller 1995, 2007; Walzer 1983) ; une deuxième version soutient que la communauté politique

ne nécessite pas une nation culturelle en soi, mais une vie civique commune historiquement constituée par des institutions sociales et politiques partagées (James 2005; Nagel 2005; Rawls 1999; Sangiovanni 2008).

Aller à la note de bas de page

3. Voir, par exemple, Calhoun (2002); Douzinas (2007); Rodrik (2011).
Aller à la note de bas de page
4. J'utilise le terme « étatismisme économique » par opposition au « nationalisme économique », car ce dernier terme peut évoquer des idées d'exclusion, voire ethnocentriques, que les critiques du cosmopolitisme n'approuvent pas toutes. J'utilise ici le terme « étatismisme » au sens où on l'entend dans la littérature contemporaine sur la justice mondiale, c'est-à-dire un terme large qui décrit toute position favorisant la souveraineté d'États westphaliens limités par rapport à d'éventuelles institutions supranationales futures (y compris des États supranationaux ou des institutions de type étatique). Je ne l'entends pas dans le sens, parfois utilisé, d'une centralisation et d'une domination bureaucratiques accrues. Je remercie Andy Shorten de m'avoir incité à clarifier ces points.
Aller à la note de bas de page
5. Cf. le concept d'« autonomie distributive » d'Allen Buchanan (Buchanan 2000: 702).
Aller à la note de bas de page
6. T.V. Paul (2023) suggère que ces développements ne signalent peut-être pas un « renversement », mais seulement que la mondialisation ne se déroule pas de manière aussi linéaire qu'on le pense parfois. Mais nous pouvons toujours admettre le point de vue des critiques selon lequel le récit de l'inévitabilité est exagéré et fonctionne en grande partie pour légitimer subrepticement des choix politiques qui sont en fait tout à fait délibérés.
Aller à la note de bas de page
7. Sur les infrastructures politiques et épistémiques liées au changement climatique, voir Táíwò (2002: 169-70).
Aller à la note de bas de page
8. Voir Tilly (1975; 1990). Hendrik Spruyt (1994) et d'autres ont à juste titre reproché aux théories bellicistes de la formation de l'État au début des temps modernes de négliger le rôle des autres processus sociologiques qui ont conduit à l'adoption du principe de territorialité par rapport à des formes sociales concurrentes. Mais cet argument ne s'applique qu'à l'élection de la forme de l'État territorial par rapport à d'autres formes possibles à la fin de la période médiévale ; il ne s'applique pas aux processus

d'enracinement administratif et infrastructurel des structures de l'État au cours des siècles suivants. Pour une récente justification qualifiée de la thèse de Tilly selon laquelle « la guerre a fait les États », voir Cederman et al. (2023).

Aller à la note de bas de page

9. Il nécessite également des formes spécifiques de légitimation, qui, de la fin du XVIIIe siècle au milieu du XXe siècle, ont pris la forme du nationalisme. Un État doit être capable de susciter des niveaux requis de loyauté nationale et même de sacrifice au service de sa cause pour s'affirmer en tant qu'agent corporatif au niveau international (Kaldor 2008: 106 ; Milstein 2015: 259, 262-3). Ce type de nationalisme a coexisté au mieux de manière incohérente avec des valeurs progressistes telles que la diversité, l'inclusion et (parfois) la liberté d'expression et d'association.

Aller à la note de bas de page

10. C'est ainsi que je comprends les arguments pro-étatistes de Fazi, Mitchell, Mason, Streeck et Isiksel, ainsi que la position postcoloniale-cosmopolite de Getachew.

Aller à la note de bas de page

11. En effet, on pourrait soulever l'objection méthodologique selon laquelle mes observations ci-dessus acceptent une vision trop « réaliste » de la société internationale pour qu'un projet cosmopolite soit réalisable. Mais ceux qui étudient de près l'histoire du réalisme savent que les réalistes sont loin d'être monolithiques dans leur vision de la faisabilité d'un changement mondial. Comme le note William Scheuerman, l'idée qu'une perspective réaliste engage en soi la vision d'un monde fragmenté en permanence, où la politique de la force fait la force, est en grande partie un produit des écoles de pensée néoréalistes, telles qu'elles ont été proposées par des personnalités comme Henry Kissinger, Kenneth Waltz et John Mearsheimer. En revanche, de nombreux réalistes de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe siècle, dont E.H. Carr et Frederick Schuman, étaient orientés à gauche et plusieurs d'entre eux préconisaient diverses formes d'internationalisme ou d'institutions politiques mondiales. Même les plus intransigeants, comme Reinhold Niebuhr et Hans Morgenthau, n'excluaient pas totalement une éventuelle refonte de l'ordre mondial. Parmi les questions qui pourraient être soulevées dans le cadre d'un projet internationaliste de gauche/cosmopolite/strong, on trouve la conception d'un « intérêt national » et sa constitution par rapport aux relations de pouvoir entre les classes sociales, à la fois à l'intérieur des États et entre eux. Pour une excellente vue

d'ensemble de ces questions dans l'histoire du réalisme, qui inclut un compte-rendu du « réalisme progressiste » pro-internationaliste, voir Scheuerman (2011); voir également Franceschet (2024) pour une analyse de la résistance à l'injustice dans la tradition réaliste.

#Habermas